

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU PLAN
UNITE DE PILOTAGE DU PROCESSUS D'ELABORATION DU DOCUMENT DE
STRATEGIE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE.
UPPE-SRP

Rapport final

des consultations participatives de la base pour l'élaboration du Document de
Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP)
Territoire de SHABUNDA - Province du Sud Kivu.



Sous la Coordination du SERACOB

Animateurs des Consultations Participatives :

- ***KISULU NUBIBYA***
- ***Françoise KITOGA SANGANI***
- ***Fidèle KAKIMBWA ASSUMANI***
- ***Victor NTUMBA***
- ***Wasso ASSANI***

Superviseur : John TSHIYOMBO NDAYA

Consultant SERACOB

Consultations : du 19 novembre au 10 décembre 2004

Atelier territorial : du 16 au 19 Décembre 2004

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	1
AVANT-PROPOS.....	4
CHAPITRE PREMIER : INTRODUCTION.....	5
1.1. ORIGINE DU PROJET.....	5
1.2. PRESENTATION DES SITES	6
1.3. ORGANISATION DU RAPPORT	9
CHAPITRE DEUXIEME : METHODOLOGIE	11
2.1. INTRODUCTION	11
2.2. COMPOSITION DE L'EQUIPE.....	12
2.3. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES	12
2.4. METHODES DE LA CONSULTATION UTILISEES.....	17
2.5. TERRITOIRE ET CHOIX DE SITE	17
2.5.1. <i>TERRITOIRE DE SHABUNDA</i>	17
2.5.2. <i>SITES</i>	18
2.6. MOBILISATION SOCIALE.....	19
2.7. LIMITATION DE LA COLLECTE DES DONNEES.....	19
2.8. CONCLUSION PARTIELLE.....	19
CHAPITRE TROISIEME : PERCEPTION LOCALE DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN-ETRE.....	21
3.1. DEFINITIONS ET CONCEPTS	21
3.1.1. <i>Pauvreté au niveau individuel</i>	21
3.1.2. <i>Pauvreté au niveau du ménage</i>	21
3.1.3. <i>Pauvreté au niveau de la communauté</i>	21
3.2. CAUSE DE LA PAUVRETE ET VULNERABILITE	22
3.3. TENDANCE DE LA PAUVRETE	22
3.4. BIEN - ETRE	22
3.5. DIMENSION GENRE DE LA PAUVRETE	23
3.5.1. <i>Statut social</i>	23
3.5.2. <i>Activités journalières</i>	24
3.5.3. <i>Aide de la famille</i>	25
3.5.4. <i>Secteurs sociaux</i>	25
3.5.5. <i>Secteur économique (mines, artisanat, commerce)</i>	26
3.5.6. <i>Secteur de l'emploi</i>	27
3.5.7. <i>Sphères de prise de décision</i>	27
3.6. INDICATEURS DE PAUVRETE	27
3.7. CONCLUSION PARTIELLE.....	28
CHAPITRE QUATRIEME : MOYENS DE SUBSISTANCE.....	30
4.1. INTRODUCTION	30
4.2. SOURCES MAJEURES DE REVENUS	30
CHAPITRE CINQUIEME : SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES.....	33
5.1. INTRODUCTION	33
5.2. EDUCATION	33
5.3. SANTE.....	35
5.3.1. <i>Niveau d'accès</i>	35
5.3.2. <i>Qualité de services de la santé</i>	35
5.4. LOGEMENT.....	35
5.4.1. <i>Niveau d'accès</i>	35
5.4.2. <i>Qualité de logement</i>	35
5.5. EAU ET ASSAINISSEMENT	36
5.5.1. <i>Niveau d'accès</i>	36

5.5.2.	<i>Qualité de la desserte</i>	36
5.5.3.	<i>Extension et entretien de la desserte</i>	36
5.6.	VOIES DE COMMUNICATION.....	36
5.6.1.	<i>Type</i> :.....	36
5.6.2.	<i>Niveau accès</i>	36
5.6.3.	<i>Qualité</i>	37
5.7.	MARCHE.....	37
5.7.1.	<i>Niveau d'accès</i>	37
5.7.2.	<i>Qualité</i>	37
5.8.	MOYENS DE COMMUNICATIONS.....	37
5.8.1.	<i>Types</i> :.....	37
5.8.2.	<i>Niveau d'accès</i>	38
5.8.3.	<i>Qualité</i>	38
5.9.	ENERGIE.....	38
5.9.1.	<i>Types</i>	38
5.9.2.	<i>Niveau d'accès</i>	38
5.9.3.	<i>Qualité</i>	38
5.10.	CONCLUSION PARTIELLE.....	39
CHAPITRE SIXIEME : PAIX ET GOUVERNANCE.		40
6.1.	INTRODUCTION.....	40
6.2.	RAPPEL HISTORIQUE.....	40
6.3.	GOUVERNANCE LOCALE ET AUTO-PROMOTION.....	41
6.3.1.	<i>Instances locales de décision</i>	41
6.3.2.	<i>Organisation des pouvoirs au sein des instances locales des décisions</i>	41
6.3.3.	<i>Mode d'accès à la direction des instances locales des décisions</i>	42
6.3.4.	<i>Influences dans le choix des dirigeants</i>	42
6.3.5.	<i>Les dynamiques communautaires</i>	42
6.4.	ACCES AUX MEDIAS.....	43
6.5.	ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.....	43
6.6.	MOBILISATION DES RESSOURCES LOCALES.....	43
6.6.1.	<i>Versement des subventions à la province</i>	44
6.6.2.	<i>Fiscalité locale</i>	44
6.6.3.	<i>Responsabilité et transparence</i>	44
6.7.	LIBERTE ET SECURITE DES PERSONNES.....	44
6.8.	CONCLUSION PARTIELLE.....	45
CHAPITRE SEPTIEME : VISION POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE		47
7.1.	INTRODUCTION.....	47
7.2.	FORME DE L'ETAT.....	47
7.3.	ELECTIONS.....	47
7.4.	EDUCATION FONDAMENTALE UNIVERSELLE.....	47
7.5.	SANTE.....	48
7.6.	MODERNISATION DE L'AGRICULTURE.....	48
7.7.	DESENCLAVEMENT ET ACCES AUX MARCHES.....	48
7.8.	DEVELOPPEMENT RURAL.....	49
7.9.	APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE.....	49
7.10.	ELECTRIFICATION RURALE.....	49
7.11.	ENVIRONNEMENT.....	49
7.12.	LOISIRS.....	49
7.13.	FINANCEMENT DE MICRO- PROJETS.....	50
7.14.	LIBERATION.....	50
7.15.	PRIVATISATION.....	50
7.16.	TAXATION.....	50
7.17.	DROITS FONCIERS.....	50
7.18.	REFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.....	50
7.19.	SECURITE ET PROTECTION.....	51
7.20.	CONTROLE DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES DES POPULATIONS.....	51
7.21.	CONCLUSION PARTIELLE.....	51
CHAPITRE HUITIEME : STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE		52

8.1.	INTRODUCTION	52
8.2.	MECANISME DE SURVIE	52
8.2.1.	<i>Surpopulation et problèmes de terres</i>	52
8.2.2.	<i>Contraintes sociales et financières</i>	52
8.2.3.	<i>Education</i>	53
8.2.4.	<i>Chômage</i>	53
8.2.5.	<i>Pénurie d'eau</i>	54
8.2.6.	<i>Pénurie de la nourriture</i>	54
8.2.7.	<i>SANTE : VIH/SIDA, PALUDISME ET AUTRES MALADIES</i>	54
8.2.8.	<i>LOGEMENT</i>	55
8.2.9.	<i>Energie</i>	55
8.2.10.	<i>Dispersion géographique</i>	56
8.2.11.	<i>Guerre et catastrophe naturelle</i>	56
8.2.12.	<i>Enclavement</i>	56
8.3.	ACTION DE LA COMMUNAUTE	57
8.4.	MECANISME DE MISE EN ŒUVRE DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES STRATEGIES ET ACTIVITES PROPOSEES.	82
8.5.	CONCLUSION PARTIELLE.....	82
	CONCLUSION GENERALE	84
	ANNEXES :	86

AVANT-PROPOS

Au terme des Consultations que nous venons de réaliser dans le Territoire de SHABUNDA, dans le cadre de l'élaboration du Document des Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), l'occasion nous est offerte d'exprimer notre entière satisfaction d'avoir mené à bon port ce travail combien complexe et passionnant.

Il est un fait que, la réalisation d'une analyse participative sur la pauvreté (APP) n'est pas une chose facile et requiert le concours de divers paramètres et ressources. C'est pourquoi, nous nous devons de remercier de prime à bord, tous ceux qui de loin ou de près, ont contribué à la réussite de cette étude qui jette une lumière suffisante sur la situation de la pauvreté dans le Territoire de SHABUNDA et plus particulièrement dans le cinq (5) sites sur lesquels ont porté les Consultations.

Nous remercions en premier le Service de Renforcement des Appuis aux Communautés de Base (SERACOB en sigle) pour son accompagnement technique et financier, sans lequel cette étude n'aurait pas été possible.

Nous remercions également les autorités politico-administratives et militaires pour les facilités nous accordées.

Enfin, nos remerciements s'adressent à toutes les personnes généreuses du Territoire de SHABUNDA. Nous apprécions le courage et l'engagement dont elles ont fait montre tout au long de nos travaux sur terrain. Nous leur disons que leurs idées contribueront à l'élaboration du DSRP, qui est un document de notre Province et de notre pays

Ils doivent donc en être fiers.

CHAPITRE PREMIER : INTRODUCTION

1.1. ORIGINE DU PROJET

La République Démocratique du Congo, notre pays, s'étend sur une superficie de 2.345.000 Km² avec une population estimée à 52 millions d'habitants pour un taux de croissance se situant entre 3 et 3,2 % par an. Sa densité moyenne est de 22 habitants par Km².

Malgré ses potentialités économiques très remarquables dans le domaine minier, agricole, d'élevage et de la pêche, notre pays reste classé parmi les pays les plus pauvres et les plus endettés de la planète terre et 80 % de sa population vivent en dessous de 1 \$ par jour et par personne, et cela à cause de la mauvaise gouvernance de nos dirigeants.

Conscient de cet état de chose, le gouvernement s'est engagé résolument en 2001 à restaurer la paix et la stabilité afin de construire un pays fort, moderne, prospère et exempt de toute forme de mauvaise gouvernance avec le concours de la communauté internationale. Cette volonté du gouvernement a reçu un écho favorable auprès des partenaires multilatéraux (Banque mondiale, Fonds Monétaire International, Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne, OMS, UNICEF, PNUD...) et bilatéraux ont commencé à appuyer le programme de réforme initié par le gouvernement dans le cadre de la lutte pour la réduction de la pauvreté.

C'est dans cette perspective que le gouvernement a mis en place le Bureau Central de Coordination (BCECO) pour la mise en œuvre du DSRP Intérimaire et du Programme Multisectoriel d'Urgence de Réhabilitation et de Reconstruction (PMURR).

Dans sa phase finale, le DRSP vise la soutenabilité de la dette (au plan économique et financier) et la réduction de la pauvreté (au plan social) dans l'optique des Objectifs du Millénaire.

Aussi se justifient les Consultations Participatives que nous avons menées dans le Territoire de SHABUNDA auprès de Communautés de base pour connaître leurs vrais problèmes dans divers secteurs notamment l'éducation, la santé, l'agriculture, la sécurité, la paix, l'eau, l'environnement, la nutrition, l'électricité, l'habitat, l'emploi, le VIH/SIDA et le Paludisme, etc.

Problèmes rencontrés dans les sites de consultations (Lugungu, Matili, Kizikibi, Mankulu et Shabunda-centre) ainsi que ceux recueillis lors de l'atelier territorial. Avec le concours des animateurs, les différents problèmes ont été rangés dans une Matrice de planification stratégique. Le vœu le plus ardent des populations, c'est celui de voir le gouvernement s'employer pour le financement du DSRP de notre Province.

1.2. PRESENTATION DES SITES

Dans le territoire de consultation nous avons choisi cinq sites à savoir :

1. Site de LUGUNGU

Le site de Lugungu est situé dans le groupement de Bangoma, Collectivité de Bakisi, à 23 Km du chef lieu de Shabunda. Ce village est borné :

- Au Nord par le village de Langabangu ;
- Au sud par Keisha ;
- A l'Ouest par Masangu ;
- A l'Est par Bilika

Il est habité par les Communautés Lega en majorité et Bashi en minorité.

❖ Particularités du site :

Une grande bifurcation donnant une ouverture sur les axes Bukavu, Maniema (Punia) et Shabunda centre ; un des lieux ayant connu des guerres à répétition.

2. Site de MATILI

Le village de Matili fait partie du groupement de Bangoma et situé à 30 Km du chef lieu du territoire de Shabunda.

Il est borné

- Au Nord par le village Mapela ;
- Au Sud par le village Matili ;
- Au l'Ouest par le village Mulumbu ;
- A l'Est par la rivière

Il est habité par les Communautés « Lega » majoritaire et « Bashi » minoritaire vivant essentiellement du commerce.

❖ Particularité du site :

Un grand centre commercial, une grande agglomération, une grande bifurcation donnant des ouvertures sur Bukavu, Mwenga et Maniema ; site des anciennes grandes unités de production (huileries et rizeries (de PADI...)).

3. Site de KIZIKIBI

Le site de Kizikibi est situé dans la cité de Shabunda, à 3 Km du chef lieu du territoire de Shabunda.

Il est borné :

- Au Nord par le quartier Mankulu ;
- Au Sud par le village Nkoba ;
- A l'Ouest par la rivière Ulindi ;
- A l'Est par le Quartier Lupimbi

❖ Particularité du site : Concentration des établissements d'enseignement Secondaire et Supérieur (ISDR, ISTM).

4. Site MANKULU

Il est situé dans la Cité de Shabunda à 1 Km du quartier administratif. Cette entité est entièrement habitée par la Communauté « Lega » adepte pour la plupart de la Communauté Evangélique Libre du Maniema-Kivu (C.L.M.K. en sigle). Cette entité est essentiellement habitée par les peuples léga.

Il est borné :

- Au Nord par Shabunda-centre ;
- A l'Est par la Rivière YUYU ;
- A l'Ouest par la Rivière Ulindi,
- Au Sud par la Rivière Widambo

❖ **Particularité du site** : Grande Mission protestante (CLMK)

5. Site dénommé « Quartier administratif »

Ce site est situé au chef lieu du territoire et englobe tous les services de l'Etat. Il est cosmopolite et à prédominance lega. On y trouve les fonctionnaires, les prêtres américains et européens, les agents de développement, les hommes d'affaire Bashi et les autres personnes provenant d'autres provinces de la RDC.

Il est borné :

- Au Nord par la Rivière Ulindi ;
- Au Sud par la Rivière YUYU ;
- A l'Est par la Rivière Ulindi
- A l'Ouest par la Rivière Ulindi.

❖ **Particularité du site** : Grand centre commercial, forte concentration des populations, siège administratif du territoire, forte Implantation des ONGD locales et internationales.

1.3. ORGANISATION DU RAPPORT

Le présent rapport est la résultante du processus de Consultations Participatives dans le Territoire de Shabunda. Il planche sur neuf (9) chapitres précédés d'un avant-Propos.

- Le Premier Chapitre aborde les éléments introductifs rappelant l'Origine du projet et la présentation des sites ayant fait l'objet des consultations.
- Le Deuxième Chapitre se base sur « Méthodologie du travail ». Ce chapitre aussi capital qu'il puisse l'être, fixe les directives à observer dans la conduite des Consultations.
- Le Troisième Chapitre traite de « Perceptions locales de la pauvreté, Vulnérabilité et bien-être ». Ce chapitre donne la quintessence du concept « pauvreté » telle que perçue par la population de Shabunda.
- Le Quatrième Chapitre intitulé « Moyens de substance » permet de s'imprégner sur les sources majeures de revenus de la population de Shabunda. L'on se préoccupe de cerner le potentiel dont dispose la contrée en terme de valeur ajoutée à la Province.
- Le Cinquième Chapitre cerne les « Services sociaux et infrastructures ». Il s'agit grosso modo de présenter explicitement un état des lieux de ces services et infrastructurels au regard de la pauvreté qui sévit ce Territoire.
- Le Sixième Chapitre jette un éclairage sur la problématique de « Paix et Gouvernance » dans un contexte de crise multiforme que connaissent le Territoire de Shabunda et sa population. C'est un chapitre très important renfermant des informations salutaires et déterminantes pour l'avenir et le devenir de la population de cette contrée.
- Le Septième Chapitre projette les « Visions pour la réduction de la pauvreté » telles que le souhaite la population de Shabunda. Il est question de rêver d'un

Territoire de Shabunda qui réunirait un minimum de conditions de vie, pour prétendre réellement réduire et, au terme du processus, éradiquer la pauvreté dans le Territoire de Shabunda.

- Le Huitième Chapitre brosse de « Stratégies pour la réduction de la pauvreté », une manière de dire comment concrétiser (matérialiser) les idées-forces contenues dans le Septième Chapitre. L'on se préoccupe de savoir par qui et avec qui se fera la prise en charge (l'appropriation) du processus de réduction de la pauvreté dans le Territoire de Shabunda ? Quels mécanismes mettre en place pour suivre le progrès du processus ?
- Enfin, le Neuvième Chapitre dénommé « Conclusion Générale », récapitule d'abord les points saillants des conclusions partielles de huit chapitres précédents et présente en suite, les Annexes du rapport composées des listes de présence et appendices.

CHAPITRE DEUXIEME : METHODOLOGIE

2.1. INTRODUCTION

Dans le but d'amener les communautés de base concernées par les Consultations Participatives, à l'appropriation du processus, l'équipe d'animateurs a opté pour une Méthodologie participative.

En effet, une collaboration tout azimut a guidé le comportement des parties en présence. Partant des autorités politico-administratives et coutumières aux militaires et populations civiles, chaque partie a fait preuve d'intérêt et d'engagement fort remarquables.

Concrètement, l'équipe d'animateurs a mis en contribution le savoir-faire des populations consultées, dans la mise en pratique de certains outils dont l'élaboration de la carte sociale, la description de la coupe transversale, le remplissage de la matrice de planification stratégique, ainsi que dans la connaissance du milieu avec l'usage de l'aperçu historique et l'histoire de vie.

De plus, étant donnée que l'approche de consultations a consisté à déterminer un échantillon par choix raisonné de 20 personnes par village consulté (au total 100 pour les 5 villages), il a été adjoint à celui-ci, 15 autres personnes de villages non-consultés, notamment au cours de l'atelier territorial, toujours dans l'optique de se rapprocher davantage de la représentativité et des spécificités propres à chaque Territoire.

C'est de cette manière qu'il a été possible d'appréhender les caractéristiques, déterminants, causes et autres informations devant permettre de dégager le profil de la pauvreté dans la Province du SUD-KIVU et par ricochet l'élaboration du Document Final des Stratégies pour la Réduction de la Pauvreté en République Démocratique du Congo.

2.2. COMPOSITION DE L'EQUIPE

L'équipe chargée de conduire les Consultations Participatives sur la réduction de la pauvreté auprès des communautés de base comprend :

- Un Superviseur : Monsieur KISULU MUBIBYA
- Une Facilitatrice : Françoise KITOGA SANGANI
- Un Facilitateur adjoint : Fidèle KAKIMBWA ASSUMANI
- Un Rapporteur (membre du Comité Provincial) : Victor NTUMBA KAPINGA
- Un Rabatteur : Monsieur Wasso ASSANI

2.3. ANALYSE DES PARTIES PRENANTES

D'entrée de jeu, il faut préciser que dans un contexte d'insécurité grandissante, c'est le pouvoir militaire qui fixe la règle du jeu. Les personnalités influentes et importantes subissent le diktat et cela de manière impuissante. Cependant, la mise en exergue de la problématique de la pauvreté a nécessité le concours des autorités politico-administratives, militaires et coutumières avec lesquelles, l'analyse des parties prenantes a été rendue possible. Un critérium a été retenu, suivant les attentes (intérêts) et potentiels dont disposent les personnes ayant été ciblées, comme répondant à la catégorie des parties prenantes.

Le critérium reprenait les éléments ci-après :

- Etre une personne vivant réellement la pauvreté au quotidien, donc importante dans le processus ;
- Etre une personne détenant une parcelle de pouvoir d'influence pouvant mettre en péril la paix dans la contrée et compromettre le processus de lutte contre la pauvreté ;
- Etre une personne véritablement vulnérable, ayant une forte probabilité d'être affectée par la pauvreté.

De ce fait, l'équipe d'animateurs a eu à consulter les personnes ci-après :

- Les chômeurs (jeunes, hommes et femmes) ;
- Les responsables des églises Catholique et Protestante ;
- Les Enseignants ;
- Les vendeurs (Commerçants) ;
- Les éleveurs des petits bétails;
- Les apiculteurs ;
- Les moniteurs agricoles et agronomes ;
- Les Fonctionnaires de l'Etat ;
- Les autorités politico-administratives et coutumières ;
- Les responsables des partis politiques ;
- Les responsables des ONGD et des Associations ;
- Les militaires ;
- Le Personnel de santé (infirmiers/ infirmières) ;
- Les élèves ;
- Les artisans.

Tableau de parties prenantes.

PARTIES PRENANTES	ATTENTES	IMPACT POTENTIEL
Services publics		
1. Administrateur du territoire et services spécialisés	- Promouvoir la paix, sécurité et le développement du territoire	- Paix, sécurité et développement visible
a) Agence Nationale des Renseignement (ANR)/ Territoire	- Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens - Promouvoir la protection et bonne gestion et l'assainissement de l'environnement	- Sécurité assurée dans le territoire - Assainissement de l'environnement
b) Environnement/ Terr. Dev. & Agriculture/ Terr.	- Animer et sensibiliser tous les acteurs de développement en vue de sortir dans la léthargie - Animer et sensibiliser la	- Mise à l'exécution des activités de développement

PARTIES PRENANTES	ATTENTES	IMPACT POTENTIEL
Mines/ Territoire	population et mettre fin au conflits y relatifs	- Résolution et transformation des conflits relatifs à la terre et mines
2. Armée et la police	- Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens, justice bien rendue	- Circulation libre des personnes et de leurs biens - Justice bien rendue, sécurité des personnes et de leurs biens assurés
3. Education (les Gestionnaires des Ecoles Publiques ; Responsables de l'ISTM et ISDR.	- Assurer un enseignement de qualité, encadrer les enseignants, favoriser la scolarisation des enfants	- Réduction du taux de non scolarisé, avoir un personnel compétent
4. Santé / Hôpital Général de Référence de Shabunda, Centres de Santé de Lungungu et Matili.	- Administrer les soins de qualité, éducation sanitaire aux populations.	- Réduire le taux de mortalité et de mobilité
5. FEC/ Shabunda	- Défendre les intérêts de ses membres	- Renflouer la caisse de l'Etat et réduire les taxes illégales
6. ONGD : AVESHA, BADES, APADI	- Accompagner la population pour son développement	- Accroître la production agricole, améliorer l'habitat
7. Société Civile	- Défendre et promouvoir les droits humains et dénoncer les violations y relatives.	- Réduction de tracasseries administratives, policières et militaires
8. Confessions religieuses : Paroisses Sacre Cœur de Shabunda/ Catholique, Eglise CLMK, CEPAC, CELPA	- Un appui financier et/ou logistique dans leurs activités pour renforcer leurs capacités d'intervention - Régler les conflits, sensibiliser et mobiliser au développement, éducation chrétienne de la population, moralisation de la population	- Impact certain si elles sont encadrées et peuvent intervenir dans la mise en œuvre du Document sur la réduction de la pauvreté. - Changement des mentalités, résolution et transformation des conflits, bonne mentalité

PARTIES PRENANTES	ATTENTES	IMPACT POTENTIEL
Pouvoir traditionnel		
9. Chef du village : Cités de Lugungu, Matili, Kizikibi, Mankulu	- Amélioration des services publics, renforcement de son pouvoir en tant que représentant de l'Etat ; - initier les projets de développement, rassembler, pacifier les familles	- Peut faciliter ou empêcher la mise œuvre selon qu'il est impliqué ou pas
10. Chef de groupement	- Amélioration des services publics, renforcement de son pouvoir en tant que représentant de l'Etat	- Peut faciliter ou empêcher la mise œuvre selon qu'il est impliqué ou pas
11. Chef de collectivité	- Amélioration des services publics, renforcement de son pouvoir en tant que représentant de l'Etat	- Peut faciliter ou empêcher la mise œuvre selon qu'il est impliqué ou pas
12. L'infirmier Titulaire du Centre de Santé Public de Matili.	- Avoir un centre de santé viable en terme de bâtiment, équipement, demande solvable et rémunération	- Pourrait être un obstacle si le problème de rémunération persiste
13. L'infirmier Titulaire du Centre de Santé/ privé, Cités de Shabunda.	- Il s'intéresse surtout à un demande solvable des soins peut être aussi à l'équipement	- Peut contribuer au bien être de la communauté si ses intérêts sont garantis.
14. Les enseignants des Etablissements publics (E.P. Mankulu, E.P. YuYu)	- Amélioration de ses conditions de vie et de travail	- Impact positif si les préalables ci-contre sont réalisés
15. Agronome/ Territoire	- Promouvoir l'agriculture, amour du travail (conscience professionnelle) et rémunération descente.	- Impact positif si les préalables ci-contre sont réalisés
Communautés bénéficiaires		
16. Hommes	- Amélioration de leurs conditions de vie (emploi, bon salaire)	- Facteur humain indispensable pour relancer l'économie (Dynamiques

PARTIES PRENANTES	ATTENTES	IMPACT POTENTIEL
		Communautaires).
<p>17. Groupes vulnérables</p> <p>a) Femmes</p> <p>b) Enfants et jeunes</p> <p>c) Enfants soldats</p>	<p>- Amélioration de leurs conditions de vie (activité génératrice des revenus, micro- crédit)</p> <p>- Leur scolarisation au niveau Primaire et Secondaire en vue de leur épanouissement intégral.</p> <p>- Prise en charge par les Organes spécialisés pour leur réinsertion sociale, leur scolarisation.</p>	<p>- Impact important sur la réduction de la pauvreté par leurs dynamismes dans les activités génératrices des revenus</p> <p>Développement du milieu s'ils sont bien suivis. Au contraire, ils constituent un danger pour la Société.</p> <p>- constituent une bombe en retardement pour la Société, ils peuvent troubler l'ensemble du processus, s'ils ne sont pas bien intégrés. S'ils le sont, la Société en est bénéficiaire.</p>
18. Agriculteurs	- Amélioration de leurs activités par u meilleur encadrement et un approvisionnement en intrant moderne	- L'amélioration des revenus et sécurité alimentaire
19. Commerçants	- Un meilleur climat pour l'éclosion, l'expansion des affaires (routes, taxes, crédits)	- Peuvent contribuer significativement à la stabilité des prix et à l'approvisionnement en produits de base.
20. Guérisseurs/ Tradi-Praticiens	- Reconnaissance et appui du pouvoir public	- s'ils ne sont pas bien encadrés peuvent mettre en péril la santé des gens

2.4. METHODES DE LA CONSULTATION UTILISEES

Eu égard au temps imparti pour les Consultations sur chaque site, il a été nécessaire de faire appel au flair et au sens de flexibilité des animateurs notamment en usant des techniques et outils de la Méthode Accélérée de Recherche Participative(MARP).

Selon le cas, il s'est avéré impérieux d'adapter à l'une ou l'autre circonstance, les outils et techniques appropriés, entre autres :

- Observation directe ;
- Carte sociale ;
- Coupes transversales ;
- Interviews Semi-Structurées (ISS) ;
- Les Arrangements (Arrangement par préférence, Arrangement par matrice directe) ;
- Calendrier saisonnier ;
- Matrice de Planification (ou la planification Stratégique)
- Le diagramme de Venn.

2.5. TERRITOIRE ET CHOIX DE SITE

2.5.1. TERRITOIRE DE SHABUNDA

Le Territoire de Shabunda est une entité Politico-Administrative de la Province du SUD-KIVU concernée par les consultations participatives sur la pauvreté auprès de communautés de base.

Ce Territoire s'étend sur une superficie de 25.216 Km². Sa population est estimée à *615.815 Habitants* au 31/décembre/2003. Il a les dimensions d'un pays comme le Rwanda. Il a la vocation agricole et minière. Il est parmi les Territoires de l'Ex-Kivu qui a valu à ce dernier le nom du grenier de la RDC (Ex-Zaire).

Il y existe une distorsion entre son étendue et sa densité. C'est pour autant dire que le Territoire de Shabunda est moins peuplé. : Des vastes étendues couvertes des forêts sont inhabitées.

Le Territoire est situé dans la basse altitude (forets) par rapport aux Territoires de Walungu et Kabare du Kivu montagneux ou de la savane qui avoisinent la Ville de Bukavu.

Le Territoire de Shabunda est limitrophe aux Territoires de Fizi, Mwenga, Kabare, Kalehe et Maniema (notamment dans les contrées de Punia, Pangi et Kabambare...).

Sur le plan interne, le Territoire de Shabunda compte deux Collectivités : Bakisii composée de sept (7) Groupements et de Wakabango I. comptant quatre (4) Groupements. Le chef-lieu du Territoire, Shabunda-centre se trouve dans la Collectivité de Bakisi.

2.5.2. SITES

Le Territoire de Shabunda est très vaste et complètement enclavé. Les voies de communication et moyens de communication sont quasi-inexistantes. La circulation à l'intérieur du Territoire est quasi-impossible.

Cette difficulté explique en partie le choix de certains sites compte tenu du timing imparti aux consultations dans les sites, soit quatre (4) jours respectifs de travail par site. Chose pas très aisée compte tenu du contexte.

Par ailleurs, pour chaque Territoire, il a été recommandé le choix de cinq (5) sites de Consultations, compte tenu des contraintes socio-economico politiques, et pourtant l'idéal était d'étendre les Consultations sur l'ensemble du Territoire.

S'agissant du Territoire de Shabunda, le choix raisonné de cinq (5) sites a notamment été dicté par des considérations d'ordre démographique (c'est-à-dire que les villages consultés sont de grandes agglomérations), par l'étendue du Territoire, l'accessibilité et le nombre de jours imparti pour le travail.

Fort de cette réalité, les cinq (5) sites retenus sont les suivants : Shabunda-centre(Quartier administratif), Mankulu, Kizikibi, Lugungu et Matili. Alors que par exemple, certaines agglomérations, de la Collectivité-Chefferie de Wakabango I. -du reste intéressantes en spécificités- dont Pene-Kusu, Matala, Mukoloka (sur la route Kasanza), Kitindi, Itula, Kakumbu. La même situation s'observe aussi pour la Collectivité-Chefferie de Bakisi

2.6. Mobilisation sociale

Les populations du territoire de Shabunda ont été mobilisées comme un seul homme pour parler de leurs problèmes et envisager des solutions. Les parties prenantes importantes et influentes ont drainé derrière elles, un nombre impressionnant des personnes. Il faut cité ici l'implication de l'administrateur du territoire, de l'autorité de l'armée et de la police, église catholique (Paroisse Sacré Cœur), l'église CELMK, CEPAC, CELPA, sans oublié les autres confessions religieuses et autres composantes de la société civile, le Coordinateur des Ecoles Catholiques, le chef de la Sous-Division de l'Enseignement primaire et Secondaire...

Bref, tout le monde était impliqué dans les consultations.

2.7. Limitation de la collecte des données

Sur le terrain, l'équipe d'animateurs a mené les Consultations pendant vingt (20) jours successifs. Elle ne s'est préoccupée qu'à la collecte des données qualitatives. Aussi fallait-il exploiter minutieusement les outils et techniques de la Méthode Accélérée en Recherche Participative (MARP).

2.8. Conclusion partielle

Pour l'essentiel, les Consultations Participatives dans le Territoire de Shabunda ont répondu à un certain nombre de préalables qui, ont permis la concrétisation du projet. Comme qui dirait la fin justifie les moyens !

Seulement, l'équipe a été butée à quelques problèmes dont l'importance n'est pas le moindre à savoir:

- **L'échantillon**

Sur une population estimée à 615.815 habitants que compte le Territoire de Shabunda, se choisir un échantillon de 100 personnes, soit une proportion totale de 0,000106 %, paraît non –significatif et fastidieux. D'où l'intérêt de procéder par un choix raisonné notamment en se fixant un certain nombre de critères notamment l'âge, le sexe, la connaissance du milieu, la disponibilité,...

- **Timing imparti**

Il a été planifié quatre (4) jours de travail de consultations dans chaque site. Il s'est avéré que la répartition temporaire est loin de répondre aux réalités auxquelles les villages consultés sont confrontés, notamment le cas de transport en commun et autres tracasseries administratives, surtout dans ce contexte post-conflit où l'administration véritable se recherche timidement.

- **L'inaccessibilité de certains milieux**

L'idée de départ était celle de mener des consultations dans les sites situés aux extrémités du Territoire. Malheureusement, ces sites sont très éloignés les uns des autres, voire du lieu de campement de l'équipe de consultations.

A cela s'ajoute l'inaccessibilité physique due à l'absence de traçage de certaines routes et trottoirs nécessaires à la perméabilité, la mobilité et autres contacts physiques.

Le glissement connu sur certains sites, a occasionné des contraintes d'ordre financier et matériel (logistique), eu égard aux disponibilités reçues, peu avant le déploiement.

Tel est le contexte dans lequel l'équipe d'animateurs a travaillé.

CHAPITRE TROISIEME : PERCEPTION LOCALE DE LA PAUVRETE, VULNERABILITE ET BIEN-ETRE.

3.1. DEFINITIONS ET CONCEPTS

La pauvreté est un phénomène de masse revêtant une multitude de manifestations. Pour mieux fixer les idées, les populations de Shabunda se sont évertuées au cours des consultations et selon le cas, à donner la compréhension ci-après :

3.1.1. Pauvreté au niveau individuel

Elle peut se définir comme un manque de moyens de capacités (physique intellectuelle et morale) et de relation par un individu pour sortir de la misère.

3.1.2. Pauvreté au niveau du ménage

C'est un manque de moyens de capacités et de relations par le membre du ménage de sortir de la pauvreté.

3.1.3. Pauvreté au niveau de la communauté

Elle se définit comme un manque de moyens de capacités et de relations par les membres pouvant permettre à la communauté de sortir de la misère.

Elle peut alors se manifester par le manque de moyens adéquats en vue d'exploiter son milieu (pêche, élevage, le sous-sol...); le manque d'esprit de créativité de la plupart des membres de la communauté et pillage de ressource naturelle vers l'extérieur. Le territoire de Shabunda a été la grande victime de pillage des ressources naturelles depuis la guerre d'octobre 1996 en passant par celle d'août 1998.

3.2. CAUSE DE LA PAUVRETE ET VULNERABILITE

a) Cause

Pour les populations de Shabunda, les causes de la pauvreté sont les suivantes :

- Mauvaise gouvernance, guerres à répétition, coutume et mœurs rétrogrades, analphabétisme, enclavement (manque des débouchés) du territoire, manque d'informations (pas de medias) et de formations appropriées, violation de droits de l'homme, ignorance, attentisme, clanisme et tribalisme, taux élevé des enfants non scolarisés surtout les filles, manque d'emplois, destruction de toutes les unités de production et de transformation.

b) Vulnérabilité

- Le contexte sociopolitique très agité et troublant
- Le manque de moyens financiers et de communication...)
- La position sociale (ex : décès d'un conjoint)
- L'enclavement total du territoire
- La fuite, exode et déplacement de la population active

3.3. TENDANCE DE LA PAUVRETE

Dans le territoire de Shabunda, il s'observe la tendance à refuser les innovations dans les unités de production, la paresse très manifestée de la population, le manque d'intrants agricoles, la mégestion des autorités politico- administratives et militaires, la présence d'une famille élargie dans un ménage sans revenu familial considérable.

3.4. BIEN - ETRE

Pour prétendre au bien-être dans le territoire, il faut :

- La bonne gestion (redistribution juste) des revenus générés par le Territoire)

- L'adaptation aux innovations dans les unités de production surtout les unités de production agricole
- L'accès à l'emploi décent, aux soins médicaux appropriés et adéquats, aux mass medias...
- La priorité à la scolarisation des enfants surtout les filles
- Le désenclavement total du territoire
- La disponibilité de la population au travail

3.5. DIMENSION GENRE DE LA PAUVRETE

3.5.1. Statut social

L'approche sous-tendant l'analyse participative de la pauvreté axée sur la « dimension genre » s'atèle à la recherche de l'équilibre proportionnel dans les rapports entre l'homme et la femme conçus dans une société, dans le but ultime de promouvoir chacune des composantes. Seulement, facile que cela puisse paraître, cette entreprise n'est pas si aisée, surtout dans une communauté à majorité « Lega » où les pesanteurs coutumières jouent en faveur de l'homme et au détriment de la femme. D'où le constat ci-après :

a) La pauvreté est accentuée chez la femme car :

- Elle n'a pas de décisions dans le foyer
- Elle est considérée comme une « machine » (travaux champêtres)
- Elle n'a pas d'accès au poste de commandement et cela s'observe à tout le niveau dans le territoire
- Elle ne connaît pas ses droits (la femme ignore même le code de la famille)
- Elle n'est pas assez formée et informée : de ce fait, le mariage précoce bat le record et la femme n'a pas d'autonomie pour se faire embaucher.
- Elle a toutes les charges de la maison sur son dos : scolarisation des enfants, soins médicaux, habillement et nutrition des enfants...

b) La pauvreté de l'homme est due :

- Au travail sans salaire (impayement pendant plusieurs années)
- A l'alcoolisme et l'oisiveté
- A la paresse
- A l'égoïsme dans la gestion de revenus. L'homme préfère être polygame et se distingue dans l'infidélité
- A la présence des frères et sœurs parasites (improductifs) dans le foyer
- Aux femmes qui obligent leurs maris à payer des articles (habits) qui coûtent chers.
- Au mépris du travail salarié.

A la lumière de ce qui précède, le statut social est vécu comme suit :

Du point de vue :

- **Emploi** : la femme est souvent discriminée,
- **Gestion des revenus** : la femme n'est pas associée (aspect négatif de la coutume lega)
- **Droits** : les droits de la femme et de l'enfant sont mal connus et non respectés
- **Partage de l'héritage** : la femme n'est pas bénéficiaire en majorité de cas. Seulement lors du divorce, la dot est restituée à la famille de la femme.
- **Prise de décision** : la femme est absente au poste de commandement

3.5.2. Activités journalières

Il sied de rappeler que jadis, le territoire de Shabunda avait une vocation agricole et minière. Suite à l'enclavement et aux effets néfastes des guerres à répétition, l'activité agricole a été presque abandonnée par manque d'intrants et autres produits d'entretien. Face à cette réalité, la femme est exposée aux durs travaux champêtres et à l'exploitation minière.

3.5.3. Aide de la famille

- La famille reçoit une aide de la part des enfants et de quelques membres de la famille élargie.
- Le mouvement associatif épaulé surtout la femme, compte tenu de son état de vulnérabilité. ;

3.5.4. Secteurs sociaux

*** La santé**

Il se précise que dans ce domaine, l'homme comme la femme accèdent également, mutatis mutandis. Par ailleurs, il faut signaler que dans bon nombre de centre de santé, la direction est confiée aux hommes compte tenu du faible degré d'instruction des femmes en matière de gestion et en management.

*** L'éducation**

Etant donné que les parents sont dépourvus en moyens financiers, ils ont le choix entre le besoin de scolariser leurs enfants filles et garçons. Il s'avère donc que le taux de scolarisation des filles reste très faible comparativement aux garçons.

Il va de soi que cette marginalisation se poursuit aussi bien, en ce qui concerne le contrôle de ressources que la prise de décisions dans le secteur.

*** Hygiène, Assainissement, Eau et Habitat**

L'état de manque conduit aux insuffisances notoires et à la non satisfaction des besoins en matière d'hygiène, d'assainissement, eau et habitat. Face à cette réalité, la corvée de la femme est observée, plus particulièrement en ce qui concerne les sources d'eaux potables captées. A ce propos, La femme surchargée parcourt de longues distances à pied, à la recherche de ces sources d'eaux potables captées.

3.5.5. Secteur économique (mines, artisanat, commerce)

Mine :

Hormis ses richesses naturelles du sol, le territoire de SHABUNDA regorge aussi d'immenses ressources du sous-sol : l'or, le colombo-tentalite, la cassitérite, le wolfram, le diamant, le calcaire... Ce qui a justifié la présence de la SOMINKI dans ce territoire. Aujourd'hui, aucune société n'œuvre dans le territoire, la population s'adonne à l'exploitation artisanale des minerais au lieu de doter la population du revenu, cette activité excelle dans la dépravation des mœurs.

L'exploitation minière emploie très faiblement la main d'œuvre active, exclusivement masculine, étant donné que le travail fait appel à la force musculaire faisant défaut à la femme.

Artisanat :

Les activités de menuiserie, de scierie, de tissage, de vannerie, de sculpture sont bien connues dans le territoire et exercées avec un goût raffiné (Art Lega). Fort malheureusement, ces activités ne sont pas en pleine expansion par manque d'encadrement des artisans et surtout suite à l'enclavement du territoire de SHABUNDA.

L'homme et la femme accèdent selon le cas, à des diverses activités. L'on remarque les hommes s'attèlent à la menuiserie, la scierie, la vannerie, la sculpture,... tandis que la femme s'emploie davantage dans le tissage.

Commerce :

Le petit commerce tourné exclusivement vers les produits de première nécessité est en vogue dans le territoire. On observe malheureusement la dollarisation du milieu, la flambée des prix due essentiellement à l'enclavement du territoire de Shabunda. Les articles n'arrivent dans le territoire que par voie aérienne.

Le commerce le plus répandu est tourné exclusivement vers les produits de première nécessité. L'activité est exercée également entre les hommes et les femmes, sans discrimination aucune.

3.5.6. Secteur de l'emploi

Qu'il s'agisse du secteur privé ou étatique, la main d'œuvre masculine est généralement plus utilisée, compte tenu du niveau de qualification. Il s'ensuit que les postes de commandement reviennent souvent si pas exclusivement aux hommes. Seulement, une dynamique nouvelle et progressiste réserve une place de choix aux femmes notamment dans les Organisations non gouvernementales.

3.5.7. Sphères de prise de décision

A tous les niveaux (ménage, village, communauté) les sphères de prise de décision sont très réduites, les uns ont tout à dire, les autres non rien à dire. De telle manière que l'accès au niveau de responsabilité et capacité d'influence est réservée à l'homme. La femme étant marginalement considérée et impliquée dans la prise des décisions.

3.6. INDICATEURS DE PAUVRETE

*** Niveau individuel**

- Insuffisance pondérale (taille / âge) : malnutrition
- Faible espérance de vie à la naissance
- Mort précoce
- Sous information
- Moyens financiers fortement limités : habillement délabré, mal chaussé

*** Niveau du ménage**

- Revenu familial quasi inexistant
- Faible degré de scolarisation des enfants

- Taux élevé de mortalité infantile
- Faible taux d'accès à l'eau potable
- Faible taux d'utilisation de latrines hygiéniques
- Taux faible d'évacuation des déchets ménagers
- Habitat précaire et sans équipements voulus.

*** Niveau de la communauté**

- Enclavement total du territoire
- Détérioration de toutes les infrastructures sociales et routières
- Démotivation des personnels : enseignant, médical et para médical, fonctionnaire et agent de l'Etat...
- Taux élevé d'analphabétisme (homme et femme)
- population n'ayant pas accès à toute forme de soins de santé
- Mal nutrition généralisée
- Taux élevé de mortalité
- Abandon des zones de santé du territoire
- Insuffisance des ressources financières
- Habitations utilisant la technologie traditionnelle et présentant des mauvaises conditions hygiéniques
- Déforestation et destruction de la faune dans le PNKB
- Sources d'eau non protégées
- Crise de l'emploi et de la formation professionnelle
- Non-respect de droit de la femme
- Majorité de la population n'ayant pas accès à l'électricité
- Manque des leaders capables de défendre les intérêts de la communauté
- Les ressortissants du territoire occupant des hautes responsabilités ne se soucient pas de leur milieu d'origine.

3.7. Conclusion partielle.

Sous ce chapitre, il a été question de définir les concepts pauvreté au niveau individuel, ménage et au niveau communautaire. Le deuxième point de ce chapitre a renseigné sur les causes et les vulnérabilités de la pauvreté.

Quant au troisième point, il a porté sur les tendances de la pauvreté dans le territoire de SHABUNDA. Le quatrième point a traité du bien-être. Le cinquième point a analysé les dimensions genre de la pauvreté. Et le sixième point a présenté les indicateurs de la pauvreté.

CHAPITRE QUATRIEME : MOYENS DE SUBSISTANCE

4.1. INTRODUCTION

Le territoire de Shabunda est le plus vaste de la province du SUD-KIVU avec une superficie totale de 25.216 Km² représentant 40 % de l'espace provincial. Les habitants de cette entité administrative n'ont aucune ouverture facile avec l'extérieur car le milieu étant quasi entièrement enclavé. La population est estimée à 615.815 habitants au 31/12/2003.

Les axes routiers Shabunda -Bukavu, Shabunda-Kalima, Shabunda-Kisangani via à Punia, Shabunda-Mwenga sont en très mauvais état et à certains endroits, ils n'existent plus. Quelques pistes (aérodrome) permettent aux petits porteurs de desservir ce vaste territoire.

Les Balega forment le peuple le plus majoritaire (plus de 90 % de l'ensemble).

La minorité est constituée par des Bakwami, Batembo et Batali. Cependant cette majorité n'avait jamais constitué un motif d'orgueil et d'hégémonie en terme de rendre complexe la cohabitation interne avec les autres.

Le territoire de Shabunda regorge des ressources naturelles incommensurables, allant des essences ligneuses et espèces animales, aux ressources agricoles et minières de très grande valeur.

4.2. SOURCES MAJEURES DE REVENUS

Les sources majeures de revenus en territoire de shabunda sont :

- L'agriculture
- L'élevage et la pêche
- Le petit commerce
- L'exploitation artisanale des minerais
- L'artisanat

a) L'agriculture

Le territoire a la vocation agricole et emploie une frange importante de la population. Il s'agit d'une agriculture de subsistance, donc de type traditionnel (sans machines, matériels aratoires, ni engrais et utilisant des techniques et méthodes archaïques de brûlis et de jachère).

La culture est une activité essentiellement réservée à la femme, l'homme se contente de l'abattage de zones forestières.

Jadis, le territoire constituait le poumon économique de la province du Sud-Kivu par sa production agricole excédentaire, aujourd'hui cette production a régressé suite à la libéralisation de l'exploitation artisanale de minerais, destruction de toutes les unités de production et de transformation des produits agricoles, manque de matériels aratoires.

Deux saisons déterminent le calendrier agricole dans le territoire de Shabunda

1) Saison A

Elle prend cours à partir du mois de mai et se termine au mois d'octobre, c'est la période de la culture de : riz, manioc, arachide, maïs, banane, coton, palmier à huile

2. Saison B

Elle commence au mois de décembre jusqu'au mois de février. Les cultures d'arachide, du maïs, du manioc, de l'amarante et le haricot sont développées à cette période. Les denrées alimentaires sont vendues localement et en dehors du territoire. Il s'agit notamment d'huile de palme et d'arachide.

Il s'avère que la modernisation de l'agriculture, le recyclage et encadrement des moniteurs agricoles, le renouvellement des cultures de coton et réhabilitation des plantations (de café, cacao et palmier à huile) constituent le socle du redécollage économique du territoire.

b) L'élevage et pêche

C'est davantage l'élevage du petit bétail qui est pratiqué par le territoire. On élève des poules, canards, chèvres, moutons et porcs. L'activité est peu prospère à cause des épidémies et mauvaises alimentations. La guerre d'août 1998 est venue décimer le reste du cheptel. Il serait indispensable de doter les exploitants des géniteurs additionnels en vue de relancer cette activité.

La pisciculture familiale est très pratiquée avec des semences (alevins) dégénérées et des techniques traditionnelles. D'où la nécessité d'introduire dans le territoire les nouvelles techniques et des nouvelles semences (alevins).

c) Le petit commerce

Le petit commerce tourné exclusivement vers les produits de première nécessité permet à certains habitants d'assurer la scolarité de leurs enfants, de les vêtir, de les faire soigner...tout compte fait, cette activité est- dans bien des cas- exercée les Bashi et autres tribus environnantes.

d) L'exploitation artisanale des minerais

Cette activité emploie un grand nombre d'hommes qui ont abandonné l'agriculture. Elle procure un petit revenu pour la subsistance de quelques familles.

e) L'artisanat

L'artisanat est exercé avec finesse et procure un petit revenu de subsistance aux artistes. L'enclavement du territoire ne permet pas aux producteurs de vendre assez pour ne survivre que de cette activité.

Par ailleurs, l'on constate que l'artisanat, une fois recadrer, redynamiser et restructurer, ouvrirait le territoire au tourisme et procurerait des ressources considérables aux exploitants d'œuvres d'art et partant, assurerait un revenu en plus à l'Etat.

CHAPITRE CINQUIEME : SERVICES SOCIAUX ET INFRASTRUCTURES

5.1. INTRODUCTION.

Le territoire de Shabunda à l'instar des autres territoires de la province du SUD-KIVU, connaît la détérioration de tous les services de base et cadre de vie. La détérioration de toutes les infrastructures sociales rendant ainsi difficile le développement du territoire.

Les services sociaux et infrastructures relèvent du secteur public ou privé de l'éducation, de logement, de l'eau et assainissement, de voies et moyen de communication, de marchés, de l'énergie...

5.2. EDUCATION.

5.2.1. Maternelle

- **Niveau d'accès**
 - L'école maternelle reste inconnue et souffre d'un manque d'intérêt dans le chef des autorités coutumières et politico-administratives.
 - Les écoles maternelles bien structurées et organisées se comptent au bout de doigts et celles existantes accusent un faible taux d'accès du fait de la pauvreté qui bat son plein.

5.2.2. Enseignement primaire et secondaire

- **Niveau d'accès**
 - Faible par rapport à la population scolarisable suite à la pauvreté
 - Insuffisance d'infrastructures scolaires
 - Non-respect de la carte scolaire (c'est-à-dire la concentration des écoles au chef lieu du territoire).

- La coutume qui ne facilite pas les filles à étudier

- **Qualité :**

- Moins bonne pour plusieurs raisons ;
- Non-payement du personnel,
- sous qualification du personnel,
- délabrement des infrastructures scolaires

5.2.2.1. Au niveau primaire

- Délabrement d'infrastructures scolaires
- Manque des manuels, mobiliers, programmes scolaires

5.2.2.2. Niveau secondaire

(Même situation qu'au primaire). Il s'agit ici de la sous qualification de la plupart d'enseignants et la désertion des quelques uns qui sont qualifiés.

5.2.2.3. Au niveau universitaire

Deux institutions d'enseignement supérieur et universitaire fonctionnent à Shabunda.

- ISDR-Bukavu/Extension de Shabunda : Cet établissement n'a pas de bâtiment et mobiliers propres. Il dispose d'une bibliothèque dépourvue en manuels et autres objets didactiques.
- Pour l'ISTM-Shabunda : Cet établissement dispose d'un bâtiment délabré et difficilement exploitable. Par ailleurs, il est impérieux que le gouvernement s'emploie afin que l'établissement dispose de ses titres de propriété.

5.3. SANTE

5.3.1. Niveau d'accès

- La population n'a pas accès à toute forme de soins de santé
- Abandon des zones de santé nouvellement découpées dans le territoire
- Insuffisance d'infrastructure sanitaire dans le territoire (certains groupements n'ont ni hôpital, ni centre de santé, ni poste de santé...)
- Couverture vaccinale est très faible

5.3.2. Qualité de services de la santé

- Médiocre parce que sur 615.815 habitants, il y a seulement deux médecins de formation
- Pénurie des médicaments
- Sous qualification du personnel médical et paramédical
- Insuffisance du personnel médical et paramédical
- Manque de matériel médical minimum
- Délabrement d'infrastructures sanitaires.

5.4. LOGEMENT

5.4.1. Niveau d'accès

- Habitations construites en matériaux moins durables (fragiles).
- L'enclavement du territoire ne permet pas à la population d'accéder aux matériaux de construction comme ciment, tôle, clou, ...Autre chose, le territoire n'est desservi uniquement que par les petits avions de 1 tonne tout au plus.

5.4.2. Qualité de logement

- Maisons construites en boue, bois et chaume : sous-équipement et insalubrité
- Habitations présentant des mauvaises conditions hygiéniques : inexistence des latrines.

5.5. EAU ET ASSAINISSEMENT

5.5.1. Niveau d'accès

Plus de 80 % de la population n'a pas d'accès à l'eau potable.

5.5.2. Qualité de la desserte

Les sources d'eau utilisées par la population ne sont pas protégées.

Quelques sources sont captées à Shabunda centre et à Lulingu. L'adduction gravitaire est signalée respectivement à Kachungu et à Nzovu. Ces adductions nécessitent une augmentation des bornes fontaines et des robinets.

5.5.3. Extension et entretien de la desserte

Les travaux d'assainissement sont envisagés et assurés surtout par les femmes. Il y a lieu d'intensifier ces travaux en vue d'assainir davantage les sources d'eau potable.

Le gouvernement devra songer à étendre le nombre d'adduction d'eau et des produits de forage dans le territoire.

5.6. VOIES DE COMMUNICATION

5.6.1. Type :

Deux types : - voies terrestres
- voie aérienne

5.6.2. Niveau accès

- Toutes les routes carrossables sont impraticables dans l'ensemble du territoire. Seuls les piétons y accèdent.
- Les avions petits porteurs desservent le territoire en produits de première nécessité. Seuls les nantis y ont l'accès.

5.6.3. Qualité

- Détérioration très avancée de toutes les routes de Shabunda : mauvais état
- Les aérodromes présentent beaucoup de risques. Les passagers dans les petits porteurs s'assoient sur les marchandises faute de sièges.

5.7. MARCHÉ

5.7.1. Niveau d'accès

- L'enclavement du territoire rend difficile l'accès aux marchés
- Insécurité et tracasserie des hommes en uniforme rendent aussi l'accès difficile aux marchés.
- Mauvais état des routes bloque toute circulation des personnes et des biens.

Deux modes pour accéder aux marchés ; par avion coûtant cher pour une population pauvre et par transport au dos. Les contrées sont trop éloignées les unes des autres et les marchés sont compartimentés (segmentés), d'où la désarticulation de l'économie du territoire.

5.7.2. Qualité

- Déséquilibre entre la production de la population qui est de subsistance et l'éloignement des marchés
- Hausse exagérée des prix produits de première nécessité suite au frais des frets.

5.8. MOYENS DE COMMUNICATIONS

5.8.1. Types :

Lettre, appareils phoniques, la radio.

5.8.2. Niveau d'accès

- Pas d'accès au moyen moderne de communication : téléphone mobile, Internet...
- Les radios nationale et provinciale ne sont pas captées à Shabunda. Les P.T.T sont inopérants depuis plus de 10 ans.

5.8.3. Qualité

Très médiocre. Les lettres sont transmises des mains en mains avec tout ce que cela comporte comme conséquence. D'où la sous-information de la population alors que l'information est sacrée et constitue la puissance d'un peuple.

5.9. ENERGIE

5.9.1. Types

- Hormis l'électricité, le territoire a une grande réserve en bois de chauffage qui fournit de l'énergie à la population.
- Le soleil constitue aussi une autre source énergétique dans le territoire. Il suffit de l'exploiter rationnellement et efficacement.

5.9.2. Niveau d'accès

- Plus de 80 % de la population a accès au bois de chauffage.
- Seul le groupement de BAMUGUBA –NORD a l'accès à l'électricité à travers la Centrale hydroélectrique de Lulingu et la microcentrale de Katchungu.

5.9.3. Qualité

- L'électricité de Lulingu est du type industriel, malheureusement, elle ne dessert que 10 % seulement de la population. Notamment dans le groupement le groupement de BANGUBA – NORD.
- La microcentrale de Katchungu est indisponible compte tenu des problèmes d'ordre technique

- Le bois utilisé comme source d'énergie est de meilleure qualité, mais son exploitation favorise la déforestation du milieu.
- Le soleil est ardent et rend d'innombrables services.

5.10. CONCLUSION PARTIELLE.

Compte tenu de ce qui précède, il ressort que les services sociaux jadis bien organisés dans le territoire sont aujourd'hui détériorés. Ils nécessitent alors leur réhabilitation et la construction d'autres. Quant aux infrastructures, celles-ci sont aussi détériorées et leur réhabilitation est d'extrême urgence pour désenclaver le territoire de Shabunda en vue de reprendre sa position du poumon économique de la province du SUD-KIVU.

CHAPITRE SIXIEME : PAIX ET GOUVERNANCE.

6.1. INTRODUCTION

Sans la paix, le respect de droit de l'homme et des libertés fondamentales, aucune croissance durable, aucun développement n'est possible. La restauration et la consolidation de la paix dans le territoire de Shabunda constituent les préalables à la réussite de la stratégie de réduction de la pauvreté et à l'amorce d'un développement durable.

Sans la paix et la bonne gouvernance, les stratégies retenues dans le cadre des consultations participatives ne seront vœu creux et se solderont par un échec. Il faut alors doter le territoire de Shabunda d'une administration compétente et efficace.

6.2. RAPPEL HISTORIQUE

- En 1904, le Poste de Shabunda fut créé par le Commandant CRON, officier militaire allemand. Pour lui, Shabunda est un endroit stratégique pour les opérations militaires contre les Arabes, qui deviendra par la suite le chef-lieu du Territoire d'ULEGA.
- En 1932, sous l'initiative et la conduite du commissaire de district du Maniema, Monsieur DELLENFAGNE de LOEN, compte tenu de l'immensité du territoire de Shabunda, fut créé le territoire de KIHEMBWE, actuellement territoire de PANGI.
- En 1948, le territoire de MWENGA a vu le jour pour mieux administrer cette partie d'ulega éloignée de son chef-lieu Shabunda.
- En 1952, le démembrement offrant l'autonomie de KASESE pour former le territoire de PUNIA dans le district de Mniema (actuellement province du Maniema). Le groupement des BAKONJO sera annexé à la collectivité des BAKANO dans le territoire de WALIKALE (Nord-Kivu).
- En 1955, Visite du Roi Léopold II à Shabunda.
- De 1961-1963, Création de district de Elila dont le chef-lieu était Shabunda. Ce district n'avait duré que quelques années.

- De 1960 à 1963 : la paix était effective dans le territoire de Shabunda. L'autorité de l'Etat et le pouvoir coutumier sont établis d'une manière efficace.
- De 1964 à 1965, la paix était menacée par la rébellion de Pierre Mulele. Cette rébellion s'était prolongée jusqu'en 1985 dans le territoire de Shabunda (collectivité de Wakabango I). Les chefs coutumiers au pouvoir dans la collectivité de Wakabango I à cette époque en ont profité pour quelques règlements de compte
- La rébellion de Jean SCHRAMME n'épargnera pas le territoire en 1967
- De 1965 à 1966, on va observer la course au pouvoir qui animait les esprits de quelques leaders du territoire.
- De 1996 à 1997, le territoire était replongé dans l'insécurité causée par la guerre dite de « libération » de Mzee Laurent KABILA, aidé par le Rwandais et les Ougandais. L'administration est paralysée et elle est animée par les partisans de l'AFDL.
- En août 1998, le RCD-GOMA déclenche une guerre contre le gouvernement de Kinshasa. La population de Shabunda va connaître la misère la plus indescrivable de son histoire. L'administration parallèle est née et pose problème jusqu'aujourd'hui malgré la timide réunification observée dans la territoriale.

6.3. GOUVERNANCE LOCALE ET AUTO-PROMOTION.

6.3.1. Instances locales de décision

- Localité (village) : Chef de localité (Garant du village)
- Groupement : Chef de groupement
- Collectivité : Chef de collectivité
- Territoire : Administrateur du territoire

6.3.2. Organisation des pouvoirs au sein des instances locales des décisions.

Le village, le groupement et la collectivité sont organisés sur une base traditionnelle tandis que le territoire se réfère à l'administration moderne

6.3.3. Mode d'accès à la direction des instances locales des décisions.

Par le système électoral pour le chef de localité, chef de groupement et le chef de collectivité. Mais ce système est bafoué aujourd'hui et serait à l'origine de nombreuses contestations observées dans certaines localités, certains groupements. Pour l'Administrateur du territoire, il est désigné ou nommé par les autorités hiérarchiques nationales.

6.3.4. Influences dans le choix des dirigeants

Le choix des chefs de localité, de groupement et de collectivité se fait en respectant les prescrits traditionnels. Tout se déroule autour des sages. Notons que le trafic d'influence, le clientélisme ne sont pas totalement à exclure.

Il est alors difficile de déterminer l'influence dans le choix d'un Administrateur, car celui-ci est désigné par ses chefs hiérarchiques. Il semble aussi que le clientélisme joue, dans une certaine mesure, dans son choix.

En général, dans le territoire, on constate une discrimination liée au sexe, car les femmes n'accèdent pas au pouvoir local.

6.3.5. Les dynamiques communautaires

De part sa nature le « *Mulega* » est réputé être sociable et solidaire. Cela se manifeste souvent à travers certaines activités ou cérémonies lors de l'exécution des travaux collectifs des champs, de la chasse et de la pêche. Le travail étant accompli en commun, la jouissance des fruits du travail est aussi commune : c'est la solidarité communautaire.

Aujourd'hui, malheureusement, quelques manifestations de la désolidarisation s'observent au sein de la communauté léga du territoire de Shabunda : Les paysans travaillent d'une manière éparse, car l'économie de marché a cassé la solidarité rurale traditionnelle. Mais elle a aussi secrété une forme de solidarité à travers l'aide au développement. Cependant, la population essaye de se regrouper en association

de développement, en coopératives agricoles et minières, en mutuelle de solidarité (MUSO)... en vue d'améliorer leurs conditions de vie. Il y a lieu d'insister ici que l'approche participative soit grandement observée.

Avec le concours des églises locales et surtout de l'ISDR / extension de Shabunda par son expertise, la dynamique communautaire dans le territoire de Shabunda conduira progressivement au développement humain durable. L'intervention du gouvernement est des autres partenaires au développement est sollicitée, notamment en terme d'appuis et accompagnement.

6.4. ACCES AUX MEDIAS

Inaccessibilité totale aux médias. Plus de 90 % de la population ne sont pas informés de tout ce qui se passe dans le pays.

La population de Shabunda réclame l'installation d'une radio communautaire pour son éducation civique et d'autres informations spécifiques.

6.5. ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'Administration judiciaire est très mal tenue dans le territoire de Shabunda. Elle est arbitraire et trop partielle, corrompue et répressive. La population n'y trouve pas son compte. Par conséquent, la population exige le recyclage du personnel judiciaire, la vulgarisation des lois, dépolitisation de l'appareil judiciaire, la réhabilitation de l'autorité de l'Etat.

6.6. MOBILISATION DES RESSOURCES LOCALES

Il est connu de tous que les ressources proviennent de l'effort de la population locale. Mais, il se fait que les ressources générées sont détournées par autorités, du reste, impunies. D'où le manque à gagner par l'Etat, étant donné que les populations refusent de s'assujettir à certaines taxes, car servant à renflouer les poches des inciviques.

Quant aux ressources humaines, elles sont disponibles et prêtes à amorcer les actions de développement dans un contexte propice où régnera une justice véritable.

6.6.1. Versement des subventions à la province

En ce qui concerne le versement des subventions à la province, un certain pourcentage est rétrocédé au territoire par l'entremise des dirigeants dont la gestion est non transparente répondant en aucune parcimonie, ni orthodoxie étant donné qu'aucun contrôle ni évaluation ne sont faits.

6.6.2. Fiscalité locale

Depuis le règne de MOBUTU, la population locale n'a plus payé l'impôt (contribution) personnel minimum (IPM). La fiscalité n'a été que le propre des opérateurs économiques toutes tendances confondues. Par ailleurs, la population observe impuissamment la multiplicité des taxes illégales auxquelles elle est soumise sur l'ensemble du territoire.

La population condamne énergiquement ces taxes illégales et désapprouve l'attitude (mutisme) du pouvoir central en la matière.

6.6.3. Responsabilité et transparence

La responsabilité de la population est nulle et la transparence est quasi-inexistante.

La population exige la restauration de l'autorité de l'Etat par une administration compétente et efficace. Elle réclame, par ailleurs, le changement des collectivités chefferies en secteurs dans le territoire de Shabunda.

6.7. LIBERTE ET SECURITE DES PERSONNES

Les libertés fondamentales (liberté d'expression, liberté de correspondance, liberté d'association...) ne sont pas garanties à Shabunda. Les arrestations arbitraires sont monnaie courante. La politisation et l'incompétence des agents chargés du maintien de l'ordre.

Quant à la sécurité, elle n'est pas assurée sur toute l'étendue du territoire. Il y a encore la présence remarquable des troupes étrangères d'origine Rwandaise : les Hutus. Ces Hutus sèment désolation, exactions et perpètrent des massacres, viols des femmes et filles, pillage des ressources naturelles et incendient des villages.

Ces forces négatives sont présentes dans les sites ci-après :

- **Dans la collectivité chefferie de Wakabango I**

- Groupement des IKAMA KASANZA
- Groupement des BASITABYALA
- Groupement des BATALI

- **Dans la collectivité chefferie de BAKISI**

- Groupement de BAMUGUBA – SUD
- Groupement de BAMUGUBA – NORD
- Groupement de BATCHUNGA
- Groupement des BALIGA

N.B :

- La population de Shabunda réclame les élections libres et transparentes au mois de juin 2005.
- Rappel au gouvernement de demander à la communauté internationale de rapatrier les Hutus encore présents dans le territoire de Shabunda
- Exige la dépolitisation, la formation et le recyclage des forces de l'ordre en matière de maintien de l'ordre, de respect des droits et libertés de l'homme et de la démocratie.

6.8. CONCLUSION PARTIELLE

Le rétablissement de la paix sur l'ensemble du territoire et la bonne gouvernance restent le pilier très décisif dans la réalisation du DSRP. Il faut alors que l'autorité de l'Etat soit restaurée par une administration compétente et efficace capable de mobiliser les ressources locales pour une cause commune.

Le rapatriement des Hutus est plus qu'indispensable en vue de sécuriser la population de Shabunda.

CHAPITRE SEPTIEME : VISION POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

7.1. Introduction

Par vision, il est sous-entendu les rêves que la population de Shabunda se fait sur son destin. Elle projette son avenir sur différents domaines et cadre de vie en général.

7.2. Forme de l'Etat.

Le choix de la population est porté sur un Etat Unitaire et Décentralisé.

7.3. Elections

La population souhaite voir des élections libres, transparentes et démocratiques être organisées en juin 2005, suivant le suffrage direct pour permettre à la population de se choisir directement ses vrais propres dirigeants, sans recourir aux personnes interposées (déléguées).

7.4. Education fondamentale universelle

- Scolariser tous les enfants à l'âge de scolarisation : primaire, secondaire
- Prise en charge par l'Etat des frais scolaires de tous les enfants sans distinction de sexe, ni leur état physique ou mental.
- Récupération de tous enfants scolarisables n'ayant été à l'école et ayant connu du retard à cause de la guerre
- Alphabétisation des adultes surtout les femmes
- Accélération de la formation des femmes semi-lettrées pour certaines branches telles que : Anglais, français, informatique etc.
- Recyclage des personnes à tous les niveaux
- Promouvoir les formations techniques
- Créer les bibliothèques

- Implantation des extensions des institutions supérieures et universitaires au niveau du territoire.

7.5. Santé

- Associer la santé curative à la santé promotionnelle qui s'occupera de l'animation sur l'hygiène de l'environnement, prévention des maladies
- Créer, réhabiliter, équiper et restructurer les institutions sanitaires
- Affecter les médecins selon le taux démographique
- Prévenir les épidémies

7.6. Modernisation de l'agriculture

- Former les agriculteurs par des séminaires sur les méthodes culturales modernes
- Equiper les agriculteurs par des intrants agricoles :
 - semences améliorées
 - Outillages aratoires
- Produits phytosanitaires
- Introduire des races améliorées des animaux, poissons (élevage, oiseaux de la basse-cour)
- Implantation des industries agricoles de transformation
- Promouvoir la pêche
- Mécanisation agricole

7.7. Désenclavement et accès aux marchés

- Privilégier la voie terrestre (route) à la voie aérienne
- Accéder aux mas-médias par l'installation de la radio locale, chaînes de télévision ;
- Augmenter la production dans les secteurs agro-pastoral, minier, artisanal,...
- Contact direct entre bailleurs et producteur sans intermédiaire.
- Construire des grands marchés du territoire

7.8. Développement rural

- Encadrer et payer décemment les animateurs sociaux et les autres fonctionnaires
- Créer, soutenir et stimuler des mouvements associatifs de développement dans tous les secteurs de la vie
- Promouvoir et équiper les institutions d'enseignements supérieurs de développement et les écoles techniques agrovétérinaires à Shabunda.

7.9. Approvisionnement en eau potable

- Aménager des sources d'eau potable dans les villages
- Eriger les adductions dans les centres d'agglomération

7.10. Electrification rurale

- Construire des centrales hydroélectriques là où les sites sont favorables et là où il n'y en a pas, mettre des centrales éoliennes.

7.11. Environnement

- Renforcer les mesures de protection de la nature : faune et flore, et réglementer l'exploitation
- Rééducation systématique de la population sur l'assainissement de l'environnement par les services concernés (hygiène,...)
- Promouvoir la culture des arbres fruitiers et médicinaux.

7.12. Loisirs

- Revalorisation des danses et chants folkloriques
- Création et réhabilitation des terrains pour les différents sports (football, volley, basket...)
- Construire des amphithéâtres et salles de promotion pour la reproduction des théâtres, cinéma, Kermès...

- Créer des sites touristiques ex : IKOZI LYA BANABANGA, Eau thermales à KAKUBU, IDIMU, KIDUMA à KIKAMBA, site CALAO, IDINGI...

7.13. Financement de micro- projets

- Création des coopératives d'épargne et des crédits et à la longue accéder aux succursales des institutions bancaires
- Installation des bureaux permanents des ONGS chargés de financement des micros projets afin d'atteindre des initiatives de développement.

7.14. Libération

- Dans le secteur commercial ; régler le prix par les services concernés
- Réglementer l'exploitation des minerais

7.15. Privatisation

- Privatiser les sociétés d'exploitations sectorielles : minières, agricoles, aériennes,...

7.16. Taxation

- Limiter et régler les taxes par les services étatiques compétents, donc appliquer le système de quittance unique et remettre la contribution personnel minimum (C.P.M) ou IPM

7.17. Droits fonciers

- il est indispensable de distinguer les droits fonciers publics et les droits fonciers coutumiers et d'en respecter l'usage.

7.18. Reforme de l'administration publique

- Rapprocher les Administrateurs aux Administrés, en d'autre terme découper les entités plus vastes.

- Promouvoir les femmes dans l'Administration selon les conditions requises
- Changer le système de « chefferie » en « secteur ».
- Recycler les fonctionnaires de l'administration publique et limiter leurs effectifs
- Nécessité de ne pas faire le recrutement au grade de commandement,, promotion par échelonnement

7.19. Sécurité et protection

- Restructurer et former les agents de service de sécurité : armée, police et service de renseignement
- Une armée digne
- Renforcer et garantir l'intangibilité des frontières existantes depuis la Conférence de Berlin
- Revoir la loi sur la nationalité qui doit être conforme à la réalité du pays avant 1960
- Brasser l'armée pour éviter la confusion des hommes en uniformes.

7.20. Contrôle des mouvements migratoires des populations

- Recensement scientifique de la population
- Impression et distribution des nouvelles cartes d'identité aux congolais
- Renforcer, réformer et équiper les services migratoires et les étendre au niveau des territoires limitrophes.

7.21. Conclusion partielle

Au terme de nos travaux nous pouvons donner les conclusions suivantes :

- Toutes ses visions énumérées ci haut sont nulles quand il n' y a pas une paix totale et profonde au Congo
- Que les bailleurs de fonds traitent directement avec la base à travers les organisations paysannes sans passer par les intermédiaires souvent encombrant et émiettant les fonds avant d'atteindre la destination
- Notre souhait serait de voir la réalisation de toutes ses visions au lieu d'être gardé dans le tiroir.

CHAPITRE HUITIEME : STRATEGIES POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

8.1. INTRODUCTION

On comprend par « stratégie pour la réduction de la pauvreté », la connaissance des moyens pratiques pouvant améliorer les conditions de vie de la population de Shabunda. La réalisation d'une telle entreprise dépend de défis à relever et du temps nécessaire pour y arriver. Le rétablissement de l'autorité de l'Etat reste la condition sine qua non pour la réussite d'une stratégie.

Ces moyens pratiques ou stratégies seraient notamment :

8.2. MECANISME DE SURVIE

8.2.1. Surpopulation et problèmes de terres.

Aucune stratégie n'est envisageable dans le territoire de Shabunda d'autant plus que le territoire est moins peuplé. Par conséquent les problèmes de terres sont inexistants. Le territoire a une superficie de 25.216 Km² avec une population estimée (au 31/12/2003) à 615.815 habitants, la densité est de 24 habitants par Km². Toutefois il y a quelques cas isolés de conflits de terres dus essentiellement à la gestion des gîtes miniers.

8.2.2. Contraintes sociales et financières

- Démobilisation et réinsertion sociale des enfants soldats
- Réhabilitation des foyers sociaux pour l'alphabétisation surtout des femmes et construction d'autres
- Vulgarisation des droits des femmes et des enfants
- Promotion de la femme aux postes de commandement à tous les niveaux
- Intensification des campagnes de sensibilisation et conscientisation des gardiens de coutume en vue de réconcilier la coutume aux réalités modernes

- Réhabilitation des unités de production et de transformation qui doteraient la population d'emploi et d'un revenu
- Implantation des institutions financières dans le territoire
- Octroi des micros crédit aux paysans cultivateurs
- Prise en charge psychosociale et économique des victimes de guerre et surtout les femmes violées
- Les enfants de la rue et ceux issus des viols constituent une bombe à retardement.

8.2.3. Education

- Réhabilitation et équipement de toutes les écoles détruites du territoire,
- Recyclage de tous les enseignants en vue d'assurer un enseignement de qualité
- Dotation des écoles des manuels scolaires, programmes et autres matériels didactiques jugés nécessaires
- Engagement des enseignants qualifiés surtout au secondaire
- Construction d'autres écoles surtout techniques
- Dotation de deux institutions d'enseignement supérieur du territoire (ISDR et ISTM Shabunda) des bibliothèques et patrimoines propres
- Stimulation des filles aux études
- Création de trois centres d'examen d'Etat dans le territoire de Shabunda (à Shabunda centre, à Kalole et à Lulingu)
- Prise de décision en faveur des enfants qui ont dépassé l'âge scolaire requis d'accéder aux études et ceux dont leurs dossiers scolaires ont été détruits pendant les guerres.
- Encadrement et paiement d'un salaire décent aux personnels enseignants.

8.2.4. Chômage

- Création des emplois par la réhabilitation des unités de production et d transformation ainsi que l'installation des nouvelles unités.
- Appuyer les chômeurs dans les activités génératrices de revenus.

8.2.5. Pénurie d'eau

- Réhabilitation et réaménagement des sources déjà captées
- Assainissement des sources d'eau potable existante
- Captage des adductions d'eau et construction des puits de forage dans le territoire.

8.2.6. Pénurie de la nourriture

- Acquisition des intrants agricoles par la population ; semences améliorées, matériels aratoires, les géniteurs pour l'élevage...
- Vulgarisation des nouvelles méthodes et techniques culturales
- Mécanisation agricole
- Formation des cadres et ouvriers agricoles
- Appui à l'institution d'enseignement supérieur de développement (ISDR / extension de Shabunda) et aux écoles techniques agrovétérinaire du milieu
- Encadrement et paiement d'un salaire décent aux moniteurs agricoles et autres ressources humaines adéquates agricoles
- Sécurisation de la population contre les agressions habituelles tant policières que militaires
- Etc.

8.2.7. SANTE : VIH/SIDA, PALUDISME ET AUTRES MALADIES

- Réhabilitation des infrastructures sanitaires ; hôpitaux, centre de santé, poste de santé... et construction d'autres.
- Approvisionnement en médicaments essentiels
- Recyclage du personnel médical et paramédical
- Engagement du personnel médical et paramédical compétent et qualifié
- Equipement des hôpitaux en appareils pouvant contribuer à préciser certaines pathologies tels que : la radiographie, l'échographie, le scanner, l'endoscopie, l'électrocardiogramme, l'artériographie, transit baryté...
- Opérationnalisation effective de quatre zones de santé issue de nouveau découpage

- Couverture vaccinale de toute l'étendue du territoire
- Implication de tous les secteurs dans l'éducation sanitaire car la santé c'est l'affaire de toute la communauté
- Intensifier des campagnes de lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies sexuellement transmissibles
- Disponibiliser les moustiquaires imprégnées.
- Encadrement et salaire décent au personnel médical et paramédical ainsi que d'autres ressources humaines travaillant dans les institutions sanitaires.

8.2.8. LOGEMENT

- Réhabilitation de l'office national de logement (ONL)
- Mise à la portée de la population des machines pour la fabrication des briques
- Installation d'une cimenterie à MAKESE / Shabunda milieu doté de grands gisements de pierres calcaires et argiles nécessaire pour la production du ciment
- Renforcement de capacité des titres immobiliers par un recyclage
- Vulgarisation de la loi foncière
- Regroupement de la population en association / chargé d'améliorer l'habitat en vue de se doter des matériaux nécessaires de construction et changer ainsi la technologie traditionnelle.

8.2.9. Energie

Le territoire de Shabunda dispose des ressources naturelles immenses pour produire de l'énergie, à savoir : les eaux et chutes d'eau, le vent, le bois de chauffage, le soleil, les feuilles pour le biogaz... Mais le besoin de produire de l'électricité reste toujours une préoccupation et une nécessité pour le territoire de Shabunda. Les stratégies seraient donc :

- Réhabilitation des centrales hydroélectriques existante (à NZOVU, NYAKILEGO, LULINGU, NDIMA / PENE-KUSU et MUGEMBE / NAMOYA).
- Construction d'autres. Les sites ciblés sont :
 - Chute BILIKA à Lugungu

- Chute SISALA / Ulindi à Shabunda centre
- Chute MAZANGILA / Kabilu – Matili
- Chute MUGOMA à Kikamba
- Chute KATULU groupement des Baliga
- Chute MIBALE à Kigulube
- Chute KAMINTONKO à Luyuyu
- Chute LWIGI à Mukombelwa
- Chute MIGAMBA à Kisuku
- Chute MUKULUMUKULU à Mugabilo
- Chute LUBILE II à Mungembe
- Chute LWAGIMBI à Makongo
- Chute NYANGOMBELA à Lusenge
- Chute BILEBE à Mikaba
- Chute ELILA à Mikaba
- Chute LUBUMBA à Mukenge / Kitindi

8.2.10. Dispersion géographique.

- Fixation de la population par la création des grands centres peuplés qui attireraient des hommes d'affaires et d'autres bailleurs de fonds.

8.2.11. Guerre et catastrophe naturelle

- Restauration de la paix et de la bonne gouvernance

8.2.12. Enclavement

- Réhabilitation (réouverture) des axes routiers ci-après :
 - BUKAVU-KIGULUBE-SHABUNDA-KALIMA
 - SHABUNDA-MATILI-PENEKUSU-MWENGA
 - LUGUNGU-KASESE-PUNIA-KISANGANI
 - KATCHUNGU-LULINGU-NYAMBEMBE
 - KIGULUBE-MULUNGU

- KIGULUBE-NZOVU-KAMINTONKO

- Construction d'autres axes routiers en vue de désenclaver d'avantage le vaste Territoire de Shabunda.
- Implantation d'une radio communautaire à Shabunda
- Installation d'antennes de télécommunication cellulaire
- Réhabilitation et équipement de la P.T.T

8.3. Action de la communauté.

La planification stratégique, en effet, a porté essentiellement sur les problèmes prioritaires identifiés dans chaque site, par les habitants assistés par les animateurs. Problèmes prioritaires rangés suivant l'ordre de préférence des habitants de Shabunda dans la Matrice ci-dessous.

MATRICE DE PLANIFICATION DU SITE 1 : VILAGE LUGUNGU

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	SOURCE DE VERIFICATION	FACTEUR DE BLOCAGE
1. le taux de scolarisation des enfants est faible	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance - Parents dépourvus des moyens financiers et matériels 	<ul style="list-style-type: none"> - croissance du phénomène enfants de la rue. - Mariage précoce - Ruée des jeunes enfants (en âge de scolarisation) vers les carrés miniers. 	<ul style="list-style-type: none"> - D'ici 2007, 30% des enfants en âge de Scolarisation ont été scolarisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Enseignement primaire obligatoire et gratuit - Paiement des salaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter les infrastructures socio-éducatives - Equiper les écoles en fourniture et manuels scolaires - former et recycler le personnel enseignant - Rechercher le financement 	<ul style="list-style-type: none"> -Gouvernement -Eglises -ONGS -Corporation des parents d'élèves -Population locale 	<ul style="list-style-type: none"> - 30% des élèves scolarisés savent lire, écrire et parler, fin 2007 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports annuels des ONGD du secteur Rapport annuel du ministère de l'Education Nationale Divers documents relatifs au problème sous examen 	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre - La mauvaise gouvernance - La coutume - Le manque de financement
2. Qualité de soins est médiocre	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des personnels soignants qualifiés et institutions sanitaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Mortalité élevé 	<ul style="list-style-type: none"> - D'ici 2008, les soins médicaux ont été améliorés à 40%. 	<ul style="list-style-type: none"> -Dotation aux formations médicales en personnel qualifié et médicaments essentiels et 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter les institution sanitaire en équipements indispensables -Recycler le personnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - Eglises -ONGS -Population locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de formations médicales réhabilitées en personnel et matériels - Quantité des 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport annuel du Ministère de la santé - Rapports annuels des ONGD œuvrant 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance - La guerre - Manque de financement

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	SOURCE DE VERIFICATION	FACTEUR DE BLOCAGE
	sérieuses - Manque d'équipement adéquat dans les formations médicales			suffisants	soignant existant - rechercher des fonds		matériels et fournitures acquis et mis à la disposition des formations médicales	dans le domaine - Divers documents relatifs au problème sous examen	
3. VIH / SIDA	- Sensibilisation insuffisante sur le VIH / SIDA - Absence de prévention	- Propagation des maladies dans le milieu - Taux de mortalité élevée	- Combattre le VIH / SIDA par la prévention	- Sensibilisation - Animation de la masse - Prise en charge	- Réhabiliter les institutions sanitaires - Equipement du dépistage VIH / SIDA et formation du personnel	- Gouvernement - Eglises - ONGS - La communauté locale	- Combattre le VIH / SIDA et les autres maladies à 80 % d'ici 2005.		- Mauvaise gouvernance - La guerre
4. Alimentation et nutrition	- La guerre - Paresse - Coutume - Manque d'outils aratoires - Semences - Exploitation illégales des matières premières	- Mauvaise état de santé de la population - Les maladies liées à l'alimentation - La faim - La misère - Le vol de denrées et autres biens...	- Améliorer la mal nutrition par la culture des produits vivriers	- Réhabiliter l'autorité de l'Etat pour faire pression sur la population paresseuse à se mettre au travail - Distribuer les intrants	- Sensibiliser les églises, la population, les ONGS au travail productif	- Gouvernement - Eglises - ONGS	- Accroissement de la production alimentaire en vue de lutter contre la faim et la misère à 70 %		- Mauvaise gouvernance - La guerre

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	SOURCE DE VERIFICATION	FACTEUR DE BLOCAGE
				agricoles					
5. Monnaie	<ul style="list-style-type: none"> - Instabilité des prix à cause du dollar - Circulation insuffisante de la monnaie 	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des prix - Les gens n'ont accès au besoin de première nécessité 	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser le franc congolais pour stabiliser le prix 	<ul style="list-style-type: none"> - Payer les fonctionnaires et les enseignants - Stabilisation de prix en francs congolais 	<ul style="list-style-type: none"> - Paiement régulier des salaires, contrôle des prix par les services compétents 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement 	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation de la monnaie nationale - Stabilité des prix 		<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance - La guerre
6. Sécurité des personnes et de leurs biens	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre - Présence de plusieurs forces de l'ordre - Tracasseries administratives 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de libres circulations des personnes et de leurs biens, extorsions, vols, viols et pillages 	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la circulation des personnes et de leurs biens 	<ul style="list-style-type: none"> - Paiement des agents de l'ordre et fonctionnaires de l'Etat - Réduire sensiblement les agents de l'ordre - Recycler les agents de l'ordre - Dénoncer les violations des droits humains 	<ul style="list-style-type: none"> - Former et recycler les agents de l'ordre - Réduire les nombres des militaires à l'intérieur 	<ul style="list-style-type: none"> - Le gouvernement - La communauté locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Libre circulation des personnes et de leurs biens 		<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance - La guerre

MATRICE DE PLANIFICATION SITE 2 : MATILI

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
1. Non scolarisation des enfants réduites	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre - Délabrement des infrastructures scolaires - Parents dépourvus des moyens financiers - Enseignants non motivés - Insuffisance du personnel compétent 	<ul style="list-style-type: none"> - Mariage précoce - Délinquance juvénile - Enseignement au rabais 	<ul style="list-style-type: none"> - Scolarisation des tous 	<ul style="list-style-type: none"> - Enseignement primaire obligatoire et gratuit - Recyclage des enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> - Réhabilitation des infrastructures - Equiper les écoles en fourniture et manuels scolaires, recyclage du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - Eglises - La communauté locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les enfants savent lire, écrire et calculer à 80 % d'ici 2006 	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre - La mauvaise gouvernance - Non engagement de la communauté.
2. Taux de mortalité élevé	<ul style="list-style-type: none"> - Retard transport malade à l'hôpital - Insuffisance du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> - économie en baisse - Vulnérabilité des familles 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire le taux de mortalité 	<ul style="list-style-type: none"> - Approvisionner les centres de santé en médicaments essentiels 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser la population - Amener les malades à l'hôpital 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - ONGS - Eglises - La communauté locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse du taux de mortalité à 80 % d'ici 2008 	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre - La mauvaise gouvernance - Non engagement

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOPAGE
	qualifié - Long séjour dans des mauvaises conditions de vie - La guerre - La sorcellerie - Mauvais sort			et en équipements médicaux - Engager les personnels qualifiés	- Réhabiliter les infrastructures sanitaires			de la communauté.
3. Egalité hommes et femmes	- La coutume - Moyen financier des parents - Mauvaise gouvernance	- Mariage précoce - Polygamie - Grossesse non désirée et précoce - Non scolarisation des filles - Charge familiale incombe actuellement à la femme	- Egalité entre la fille et le garçon - Partage de la charge	- Interdire le mariage précoce - Toutes les filles à l'école	- Création des emplois rémunérateurs - Vulgariser les droits de la femme et ceux de l'enfant	- Gouvernement - ONGS - Eglises - La communauté locale	- Mariage à la majorité de la fille	- Mauvaise gouvernance - La coutume - Ignorance des droits de l'homme et de la femme. - La guerre

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
4. Insuffisance alimentaire	- Absence des semences améliorées et outils aratoire, la guerre, la paresse	- Pas de bonnes récoltes - Repas une fois par jours - Maladie proteino calorifique - Production faible	- Alimentation suffisante pour tous - Trois repas par jour	- Distribution gratuite ou réduction de prix des outils aratoires - Distribution gratuite des semences améliorées - Former et engager les moniteurs agricoles	- Favoriser les cultures intensives	- Gouvernement - ONGS - La communauté locale	- Trois repas par jour - Le prix des denrées sur le marché	- Intempérie - Paresse de la population - Mauvaise semence - La guerre - La mauvaise gouvernance
5. Eau non potable	- Non traitement chimique de l'eau - Pas d'aménagement des ressources d'eau	- Maladies hydriques	- Rendre toute eau propre à la consommation	- Sensibilisation, contribution de la communauté locale	- Engager un personnel qualifié, collectionner les matériaux, construire et aménager les sources	- Gouvernement - ONGS - La communauté locale	- Consommation de l'eau potable	- Mauvaise gouvernance - La communauté locale

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOPAGE
6. Absence de l'électricité	- Pas de barrage hydroélectrique	- Non développement de rizerie et huileries	- Fournir l'électricité	- Alimenter le courant de village de Matili	- Assurer les connections ou créer des barrages électriques	- Le gouvernement - ONGS - Eglises	- Electrification suffisante - Reprise des activités de production à 70 %	- Mauvaise gouvernance - La guerre - Manque d'initiative
7. Voies de communication	- Absence d'entretien route - Mauvaise gouvernance - La guerre - Manque d'initiative	- Augmentation de prix sur le marché - Retard du développement du milieu	- Rendre praticable toutes les infrastructures routières du milieu	- Privatiser le secteur et réhabilitation des routes	- Réhabilitation des routes - Restauration du système de cantonnage	- Gouvernement - ONGS - Eglises - La communauté locale	- Routes réhabilitée à 70 %	- Mauvaise gouvernance - La guerre - La communauté locale
8. Insécurité	- Mauvaise gouvernance - La guerre	- Prolifération des armes à feu - Viols - Rébellion - Arrestations arbitraires	- Rétablir la paix sur toute l'étendue	- Mutation des militaires ayant à Matili pendant la guerre	- Patriotisme - Vigilance - Dénoncer toute infiltration	- Gouvernement - Eglises - La communauté locale	- Circulation des personnes et de leurs biens à 80 %	- Mauvaise gouvernance - La guerre - La communauté locale
9. Maison en délabrement	- Manque des moyens - Absence de	- Maison en paille -	- Amélioration de l'habitat	- Initiation et encouragement en	- Presser les briques - Achat de	- Gouvernement - Eglises - La communauté	- 75 % de maison en matériaux durable	- Intempérie - La guerre - Instabilité

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
	stimulation - La guerre - La sorcellerie - La paresse - La mauvaise gestion	Renouvellement de l'habitat		construction durable	presse - Construction des maisons en matériaux durable	locale		monétaire - La sorcellerie - La paresse

MATRICE DE PLANIFICATION SITE 3 : KIZIKIBI

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
1. Non scolarisation	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre - Mauvaises équipements de structure scolaire existant - Non paiement des salaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Non scolarisation des enfants - Mariage précoce - Analphabétisme 	<ul style="list-style-type: none"> - Scolariser les enfants d'ici 2006 	<ul style="list-style-type: none"> - Enseignement primaire gratuit et obligatoire - Paiement des salaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Equiper les écoles en matériels - Réhabilitation des écoles - Construction des écoles - Equipement des écoles professionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - Eglises - La communauté locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir lire, écrire et calculer à 80 % d'ici 2006 	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre - La mauvaise gouvernance - Non engagement de la communauté.
2. Carence des aliments	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre - Abandon de l'agriculture au profit d'autres activités plus lucratives (l'or, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> - La mal nutrition - Sous alimentation - Carence des aliments - La faim 	<ul style="list-style-type: none"> - Revitaliser le secteur de l'agriculture et l'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation - Vulgarisation des techniques agricoles - Les outils aratoires et 	<ul style="list-style-type: none"> - Former et encadrer la population - La sensibilisation - Suivi par l'agronome 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - ONGS - La communauté locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Disparition de la faim - Niveau de vie élevé de l'agriculteur 'ici 2007 	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre - La mauvaise gouvernance - Non engagement de la communauté.

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
				les semences améliorées				
3. VIH / SIDA	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre - La prostitution - Sensibilisation insuffisante 	<ul style="list-style-type: none"> - Expansion de la maladie - Mortalité de la population active - Morbidité de la population active - Les enfants orphelins - Les veuves - Les veufs 	<ul style="list-style-type: none"> - Limiter la propagation de la maladie - Réduire la mortalité dit aux VIH / SIDA 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation - Disponibiliser le médicament - Vulgariser les méthodes de protection 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer les centres de prise en charge de dépistage - Formation des personnels compétents - Vulgarisation à tous les niveaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - ONGS - Eglises - La communauté locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse du taux de mortalité due au VIH / SIDA à 80 % d'ici 2009. 	<ul style="list-style-type: none"> - La guerre - Refus de changement de comportement
4. Non accès à l'électricité	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise politique nationale - Destruction des infrastructures préexistantes 	<ul style="list-style-type: none"> - Lampe artisanale - Incendie des maisons 	<ul style="list-style-type: none"> - Electrification rurale - Installation de barrage hydroélectrique 	<ul style="list-style-type: none"> - Alimenter le courant dans le quartier KIZIKIBI 	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer des connections électriques ou créer des barrages électriques 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - Eglises - ONGS 	<ul style="list-style-type: none"> - Electrification suffisante - Reprise des activités de production 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance - La guerre - Manque d'initiative

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
			e sur les principales rivières					
5. Inégalité de sexe	- Mentalité - La coutume	- Sous estime la femme	- Revaloriser les femmes	- Education de la femme	- Accès au poste de commandement - Faciliter l'action à l'instruction ou création des écoles pour le fille	- Gouvernement - La femme - Le Chef coutumier	- Egalité de sexe	- Coutume - Complexe d'infériorité
6. - Infrastructure sanitaire - Carence en personnel médical - Approvisionnement en médicament	- Manque de fonds - La guerre - Enclavement du milieu - Moyen de transport - Inaccessibilité à la formation spécialisée	- Couverture sanitaire insuffisante - Accès au soin difficile	- Construire ou réfectionner les infrastructures sanitaires - Désenclaver le milieu	- Engager les personnels qualifiés - Facilitation à la spécialisation médicale	- Réhabiliter les institutions sanitaires - Renforcement du système de surveillance intégrée des maladies	- Le gouvernement - ONGS - Eglises	- Espérance de vie à la naissance - Réduire la mortalité à 80 % d'ici 2007	- Mauvaise gouvernance - La guerre - La coutume

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOPAGE
					- Approvisionnement régulier en médicaments essentiels			
7. – Monétaire - Démonétisation fréquente - Fluctuation du taux de change	- La guerre - La mauvaise gouvernance - Instabilité monétaire	- Rejet de la monnaie nationale en faveur de la devise nationale	- Stabiliser la monnaie locale	- Stabilisation de la monnaie, renforcer la productivité	- Création de banque - Création de coopérative	- Gouvernement - ONGS - Eglises - Les associations de base	- Stabilité monétaire	- Mégestion - La guerre - Manque d'initiative
8. Construction en matériaux non durables	- La guerre - Manque des moyens - paresse	- Habitat ne protégeant pas contre les intempéries - Maison en paille	- Habitat convenable	- Initiation et encouragement en construction durable	- Construction, disponibiliser les tôles, le ciment ect.	- Gouvernement - Eglises - ONGS - La communauté locale	- Maison convenable	- Mauvaise gouvernance - La guerre - Manque d'initiative
9. Les infrastructures routières sont délabrées	- Mauvaise gouvernance - La guerre - La paresse	- Augmentation de prix sur le marché	- Réhabiliter et reconstruire les infrastructures	- Engager un personnel qualifié, jeter des ponts, entretenir les	- Réhabilitation des routes - Restauration	- Gouvernement - Eglises - La communauté locale	- Route réhabilitée à 70 % d'ici 2006	- Mauvaise gouvernance - La guerre - Manque d'initiative

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
			routières	routes, cantonnement manuel	du système de cantonnement			
10. Chômage élevé	- La guerre - Manque d'initiative - La paresse	- Le vol - La sorcellerie - La haine - La jalousie	- Promouvoir l'emploi	- Création de plusieurs emplois pour lutter contre les chômages	- Renforcement des capacités du capital humain	- Gouvernement - ONGS - Eglises - La communauté locale	- Emploi crée d'ici 2008 - Diminuer sensiblement le taux de chômeur à 70 %	- Mauvaise gouvernance - La guerre - Manque d'initiative

MATRICE DE PLANIFICATION SITE 4 : QUARTIER MANKULU

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
1. Taux de scolarisation en baisse, mauvaise qualité de l'enseignement, infrastructures immobilières et mobilières délabrées	- Paupérisation des parents, impaiement des enseignants et fonctionnaire de l'Etat, démission de l'Etat.	- Niveau des apprenant très bas, corruption, taux d'alphabétisme élevé, phénomène enfants soldats, prostitution	- Augmenter le taux d'alphabétisation et de scolarisation	- Enseignement primaire et secondaire gratuit et obligatoire, payer des salaires décents	- Réhabiliter, construire les infrastructures scolaires, les équipés et approvisionner, créer le centre d'alphabétisation, former et recycler les enseignants.	- Gouvernement - Parents	- Elever le taux d'alphabétisation et de scolarisation à 80 %.	- Mauvaise gouvernance - La guerre - Poids des us et coutumes
2. Les soins de santé inefficace, les infrastructures sanitaires délabrées, manque d'équipement.	- Mauvaise prise en charge de malades, paramédicaux incompetent, manque des matériels adéquats et produits essentiels, personnel non	- Résistance et recrudescence des maladies, taux de morbidité élevé et morts fréquentes	- Réduire la résistance des maladies et la fréquence de la mortalité infantile	- Supervision régulière, séminaire, recyclage et formation du personnel, payer les salaires.	- Réhabiliter les infrastructures, les équipés en matériels adéquats et les approvisionner en médicaments essentiels, engager un personnel qualifié et compétent,	- Gouvernement - ONGS - La communauté locale	- Réduction de la fréquence de la mortalité et de la résistance des maladies à 80 %	- Mauvaise gouvernance politique - Compétence accordée à la médecine traditionnelle par la population

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
	motivé, auto médication, absence des médecins spécialistes				recyclage et formation du personnel			
3. Les infrastructures routières sont délabrées	- Démission du pouvoir public à tous le niveaux, manque d'initiative de la population, guerre à répétition.	- Enclavement entraînant la rareté des biens de première nécessité et par ricochet leur prix élevé et la misère des populations.	- Désenclaver le route Shabunda Bukavu, Shabunda Kindu et les autres routes de desserte agricoles	- Sensibiliser la population, demande d'appui	- Engager un personnel qualifié, jeter des ponts, entretenir les routes, cantonnage manuel	- Gouvernement - ONGS - Eglises - La communauté locale	- Toutes les routes réhabilitées - Circulation des biens de première nécessité et baisse de leur prix à 90 %	- Mauvaise gouvernance politique - La guerre, paresse, attentisme
4. Instabilité du franc congolais et utilisation du \$ dans les transactions commerciales à Shabunda	- Démission de l'Etat	- Hausse des prix	- Mesure d'encadrement du Franc congolais pour qu'il se stabilise à 100 % interdire le \$ dans la transaction commerciale	- Payer les personnels des ONGS internationales en francs congolais, contrôle des prix par le	- Réhabiliter l'autorité de l'Etat à tous les niveaux	- Gouvernement - Population	- Stabiliser les prix à 80 % d'ici 2010 et utiliser les francs congolais dans toutes les transactions	- Mauvaise gouvernance et économique

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
				service compétent à Shabunda				
5. Le secteur de l'emploi n'est pas promu	- Démission de l'Etat, enclavement, le manque d'électricité et d'initiative des opérateurs économiques locaux.	- Taux des chômeurs élevés, phénomène des enfants soldats, exode rural, secteur informel	- Réduire le taux des chômeurs par la création des emplois	- Recenser les désœuvrés, les sensibilisés	- Créer le PMI ou unité de production	- Gouvernement - ONGS - Initiative locale	- D'ici 2015, diminuer sensiblement le taux de chômeurs et autres sans emploi.	- Mauvaise gouvernance politique socioculturel, paresse, mentalité de la population
6. Inégalité entre la femme et l'homme, suivi les violences faites par la femme	- Poids des us et coutumes, ignorance de la loi et droits de la femme et par elle et par l'homme, analphabétisme, retombées de deux guerre, complexe d'infériorité de	- Vidation des droits de la femme, instabilités des foyers engendrant, soit des divorces, soit des mariages polygamiques, non participation de	- Mettre fin aux violences faites à la femme et respect de l'équilibre femme et homme	- Sensibilisation, éducation aux droits de la femme.	- Créer les associations féminines, informer et former la femme et l'homme, créer les centres d'alphabétisations	- Le gouvernement - ONGS - Eglises - Communauté locale - Femme homme	- Revendication des droits par la femme, participation de la femme aux décisions qui touchent à sa vie	- Us et coutume

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
	la femme et celui de supériorité de l'homme	la femme aux décisions qui touchent à sa vie						
7. L'énergie électrique n'existe pas	- Mauvaise gouvernance politique et économique	- Manque des moyens de communication, sous développement qui engendre l'absence de PMI	- Electrifier toutes les maisons	- Recenser les maisons, contribution de la population locale	- Engager un personnel qualifié, sélectionner les matériaux, réhabiliter la centrale Nyakilebo	- Gouvernement - Population	- Raccorder 80 % de maisons du quartier Mankulu - Début des activités économiques	- Mauvaise gouvernance politique et économique - Paresse de la population
8. la propagation de VIH/SIDA	- Les guerres ont entraîné les viols, la prostitution, l'instabilité des foyers qui a occasionné l'infidélité dans une certaine mesure, insuffisance des	- taux de mortalité élevé entraînant la misère des populations, mortalité élevée, engendrant les victimes et orphelins du	- Réduire le taux de mortalité à 80 % par le séminaire d'information et formation	- Campagne de prévention, séminaire de formation	- Créer des centres de dépistage, association de lutte contre le SIDA, former les personnels de santé, prendre en charge les personnes atteintes du VIH / SIDA.	- Gouvernement - Eglises - ONGS - Population	- Réduire le taux de mortalité du VIH / SIDA à 80 % d'ici 2015.	- Us et coutume

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
	campagnes de lutte contre VIH / SIDA, par de centres de dépistages	SIDA						
9. Les maisons d'habitations et celles de l'Etat en délabrement très avancé ; les premières couvertes des pailles.	- Démission des pouvoirs publics à tous les niveaux, paresse de la population et manque d'initiative, guerres à répétition, paupérisation de la masse, enclavement	- Les gens sont exposés aux intempéries, maladies	- Construire toutes les maisons en matériaux durables et les couvrir des tôles et tuiles	- Recenser les maisons, les gens devront s'organiser en équipe de travail, former les gens en artisanat des tuiles	- Acheter les presses briques, pétrir les briques, couper les bois de chauffage, construire le fours, engager les maçons, acheter les tôles, fabriquer les tuiles, habiller les maisons	- Gouvernement - ONGS - La communauté locale	- Réhabiliter et construire les maisons en matériaux durables	- Mauvaise gouvernance politique et économique. - Paresse
10. La paix et la sécurité ne sont pas assurées	- Mauvaise gouvernance, l'enclavement auquel sont venue s'ajouter les 2 guerres	- Viols et pillages des champs entraînant la carence des produits vivriers	- Assurer la sécurité des personnes et de leurs biens, rendre une justice équitable et	- Paiement des agents de l'ordre et fonctionnaire de l'Etat - Réduire	- Créer les associations de défense et promotion des droits humains, former et recycler les agents	- Gouvernement - ONGS - Eglises - La communauté locale	- Sécurité et paix assurée à tout le monde et justice équitable	- Mauvaise gouvernance politique - Guerre - la peur de la population

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
	qui entraînent la forte de concentration des militaires à Shabunda. - Manque de vigilance de la part de la population, justice mal rendue par les organes et autorités compétentes, conflits intra – église	et par ricochet la faim, exaction, détentions illégales, amendes illégales, et chères, hausse des prix des produits agricoles, circulations des personnes et de leurs biens compromise, violation massive des droits humains	équilibrée	sensiblement les agents de l'ordre - Recycler les agents de l'ordre - Dénoncer les violations des droits humains	de l'ordre et autres fonctionnaires en matières des droits humains			
11. Eau potable n'existe pas et l'environnement malsain	- Les sources d'eaux ne sont pas construites et assainies, l'herbe n'est pas coupée	- Maladies hydriques et autres vecteurs y relatifs, le paludisme	- Réhabiliter, construire et assainir 10 sources potables.	- Sensibilisation, contribution de la communauté locale	- Engager un personnel qualifié, collectionner les matériaux, construire et aménager les	- Gouvernement - ONGS - Eglises - La communauté locale	- Consommation de l'eau potable	- Mauvaise gouvernance politique et économique. - Paresse

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
	régulièrement, les étangs piscoles				sources			
12. La production agricole et de l'élevage très	- Faillite de l'Etat, paresse de la population, vieillissement des semences, méthodes culturelles arriérées, les guerres qui ont occasionnées les vols et pillages des champs et produits de l'élevage	- malnutrition et sous alimentation, état de santé précaire conduisant à la mort	- Accroître la production agricole et de l'élevage	- Animation et sensibilisation, nouvelles méthodes culturelles et d'élevages plus intrants agricoles - Réhabiliter l'autorité de l'Etat	- Engager les agronomes et animateurs, identification des étendues arables par les agronomes, distribuer les champs, suivi des travaux	- Gouvernement - ONGS - La communauté locale	- Réduction de la malnutrition et sous alimentation en 100 %	- Mauvaise gouvernance politique et économique. - Paresse

MATRICE DE PLANIFICATION SITE 5 : SHABUNDA -CENTRE

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
1. Non scolarisation	- Absence des salaires aux enseignants - Ignorance - Ecole non équipée - Insuffisance des moyens financiers des parents	- Baisse de la scolarisation - Délinquance juvénile	- Le taux de scolarité élevée	- Enseignement primaire obligatoire et gratuit	- Créer des écoles professionnelles - Paiement des salaires - Equiper les écoles	- Gouvernement - ONGS - Eglises - Parents	- Nombre d'élève inscrit augmenté à 80 %	- Mauvaise gouvernance - La guerre
2. Manque d'eau potable	- Mauvaise gouvernance - Manque d'initiation	- Maladies hydriques	- Donner à 100 % la population de l'eau potable	- Privatiser le secteur de distribution d'eau	- Captage au niveau de la colline Kibuli à 10 Km de Shabunda	- Gouvernement - Eglises - Communauté locale	- Fourniture en eau potable dans les parcelles	- Mauvaise gouvernance - La guerre - Manque d'initiative
3. Les infrastructures routières sont délabrées.	- Mauvaise gouvernance - La guerre - Absence des ponts	- Le prix élevé des produits de premières nécessités - Essor des voies aériennes	- Rouvrir les routes - Jeter des ponts solides sur les rivières	- Privatiser et réhabilitation des routes	- Jeter des ponts - Cantonnage manuel / population - Engager un personnel	- Gouvernement - Sociétés privées - Communauté locale	- Raison routière établir entre Shabunda et le chef lieu de la province d'ici 2006	- Mauvaise gestion - Erosion - la guerre

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
		- Enclavement du territoire			compétent et qualifié			
4. Soins inefficace	- Insuffisance des médicaments essentiels - Délabrement des infrastructures	- Mortalité élevée - Surpopulation à l'hôpital	- Réduire le taux de mortalité à 80 %	- Recyclage des infirmiers	- Reconstruire les parties détruites - Approvisionnement et équipement	- Gouvernement - ONGS - Eglises	- Un malade par lit	- Mauvaise gouvernance - La guerre
5. Inégalité entre femme et homme	- La coutume - Absence d'éducation au droit	- La femme ne connaît pas ses droits - Pas de promotions	- Promotion de la femme sur tous le plans	- Education et droits de la femme	- Promouvoir la femme - La faire participer à la gestion de la chose publique	- Gouvernement - ONGS - Communauté locale	- Une femme devient administrateur - Complémentarité entre homme et femme - Revendication de leurs droits	- Coutume - Complexe d'infériorité.
6. Paix et sécurité	- la guerre - mauvaise gouvernance	- Vol - Viol - Violations de droits - Pillages - Destruction des maisons et	- Rétablir la sécurité	- Mutation des militaires ayant servi à Shabunda pendant la guerre	- Patriotisme - Vigilance - Dénoncer toute infiltration aux personnes douteuses - Sensibilisation.	- Le gouvernement - Eglises - Communauté locale	- Circulation des personnes et de leurs biens	- La guerre - Mauvaise gouvernance.

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
		infrastructures de base						
7. VIH / SIDA et Paludisme	<ul style="list-style-type: none"> - Environnement malsain - Partenaires multiples - Non usage des préservatifs - Absence de sensibilisation - Information sur le VIH absente - Absence des moustiquaires imprégnées - Ignorance 	- Mortalité due au VIH et paludisme élevé	<ul style="list-style-type: none"> - Diminuer la contamination du VIH - Diminuer la prévalence du paludisme 	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation de préservatif - Utilisation des moustiquaires imprégnées - Débroussement aux alentours de la maison - Assainissement du milieu 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation - Prise en charge de séropositif - Information sur le VIH 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - ONGS - Communauté locale - Eglises 	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation de condoms - Moustiquaire dans toutes les maisons 	<ul style="list-style-type: none"> - Eglises - Coutume - Ignorance
8. Absence de l'électricité	<ul style="list-style-type: none"> - Non entretien du barrage - Destruction 	- Non alimentation en électricité	- Alimenter la cité de Shabunda en courant	- Sensibiliser la population et la contribution de la population locale	- Construction de barrage sur Nyakilego ou Bilika	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - Eglises - Population 	<ul style="list-style-type: none"> - Toutes les maisons électrifiées à Shabunda d'ici 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise gouvernance - la guerre - Manque

PROBLEMES	CAUSES	CONSEQUENCES	OBJECTIFS	STRATEGIE	ACTIVITES A REALISER	RESPONSABILITE	INDICATEUR	FACTEUR DE BLOCAGE
	des infrastructures préexistantes		électrique				2009	d'initiative
9. Insuffisance alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> - Paresse - Pillages - Vols - La guerre - Manque d'outils aratoires 	<ul style="list-style-type: none"> - Les prix élevés des produits alimentaires sur le marché 	<ul style="list-style-type: none"> - Autosuffisance alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des coopératives agricoles - Vulgarisation des nouvelles méthodes culturales - Rendre obligatoire la culture 	<ul style="list-style-type: none"> - Distribution des outils aratoires et semences améliorées 	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement - ONGS - La communauté locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Récolte abondante à 70 % 	<ul style="list-style-type: none"> - La paresse - La guerre - Ignorance
10. Maisons en délabrement	<ul style="list-style-type: none"> - Maisons construites en terre battue et couvertes des pailles - Tôles prix élevé - Ciment prix élevé 	<ul style="list-style-type: none"> - Personne exposée aux intempéries - Renouvellement des maisons 	<ul style="list-style-type: none"> - Avoir des maisons en matériaux durables 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation de la communauté en association pour l'amélioration de l'habitat 	<ul style="list-style-type: none"> - Presser les briques - Achat des presses - La construction 	<ul style="list-style-type: none"> - ONGS - La communauté locale 	<ul style="list-style-type: none"> - 75 % de maisons en matériaux durables 	<ul style="list-style-type: none"> - Intempérie - La guerre - Instabilité monétaire - Refus de la population - La coutume - La sorcellerie

8.4. Mécanisme de mise en œuvre de suivi et d'évaluation des stratégies et activités proposées.

1. Des projets seront élaborés c'est-à-dire une planification territoriale sera conçue, élaborée et exécutée suivant les stratégies et activités prioritaires arrêtées par le présent atelier territorial sur la réduction de la pauvreté.
L'expertise de l'ISDR / Bukavu / extension de Shabunda sera sollicitée avec le concours d'autres partenaires des églises locales, de la société civile, des organisations de la base et du pouvoir public
2. Le processus du suivi évaluation sera fondé sur la dualité situation - résultat, c'est-à-dire les indicateurs stratégiques et les résultats finals sur le progrès en matière de réduction de la pauvreté dans le territoire. La capacité de l'autorité locale est grandement sollicitée. Chaque problème (pilier) aura ses indicateurs d'évaluation. Le rapport d'activités et celui financier seront élaborés trimestriellement. Cela n'exclut pas un coup de regard des autres partenaires notamment l'Etat et les délégués locaux de la Banque mondiale
3. Un système de concertum autorité locale, églises, société civile, les organisations de la base sera mis sur pied en vue de faciliter la participation communautaire. C'est la société civile qui chapeautera le concertum. L'église catholique a été choisie unanimement par les participants pour garder les fonds. Un règlement d'ordre intérieur sera élaboré pour définir les termes de référence et surtout les attributions d'un chacun.

8.5. CONCLUSION PARTIELLE.

La mise en œuvre de ces stratégies de réduction de la pauvreté dans le territoire de Shabunda exige que les prémices soient correctement posées pour réaliser le résultat escompté. Ces prémices sont soit endogènes, soit exogènes. Les prémices endogènes supposent la paix, la stabilité politique, la compétence et l'efficacité de l'autorité locale, le niveau de mobilisation de ressources humaines...

Quant aux prémices exogènes, elles impliquent le financement extérieur, le respect des engagements...

La maîtrise de ces deux prémices nous permettrait d'espérer à la réalisation de ces stratégies.

CONCLUSION GENERALE

Du 19 novembre au 21 décembre 2004, soit 31 jours, l'équipe chargée de mener les consultations participatives auprès des communautés de base pour la réduction de la pauvreté a sillonné le territoire de Shabunda situé à 350 Km de la ville de Bukavu dans le cinq sites ci-après :

1. Lugungu : du 19 au 23 / 11 / 2004
2. Matili : du 24 au 27 / 11 / 2004
3. Kizikibi : du 29 au 2 / 12 / 2004
4. Mankulu : du 3 au 6 / 12 / 2004
5. Quartier administratif de Shabunda : du 07 au 10/12/ 2004

Après les travaux des sites, six jours ont été consacrés au rapport des sites et à la préparation de l'atelier territorial. Partout où nous sommes passés, il a été remarqué la participation active de la population, venue nombreuse à la recherche de l'information pouvant l'aider à quitter la misère dans laquelle elle est plongée durant plusieurs années.

Nous ne pouvons pas passer sous silence l'accueil bienveillant et chaleureux de la notabilité locale, et sa disponibilité permanente nous ayant beaucoup aidé à bien collecter les données sur la situation de la pauvreté dans le territoire.

Dans les milieux où nous avons été, les principaux problèmes soulevés restent les mêmes notamment :

1. Infrastructures routières d'intérêts régional et de desserte agricole impraticable
2. Délabrement et destruction des infrastructures scolaires accélérées par les deux guerres dites de libération (octobre 96 et août 98)
3. Rendre l'enseignement primaire gratuit et supprimer la prime payée par les parents aux enseignants
4. Electrification des centres extra coutumier visités par la réhabilitation hydroélectrique détruites ou par la construction des nouvelles.

5. Délabrement et destruction des infrastructures médicaux sanitaires nécessitant la réhabilitation
6. Présence inquiétante de la TBC, de la mal nutrition, du paludisme, des maladies d'origine hydrique, le MST et le VIH / SIDA.
7. Insuffisance d'eau potable
8. Agriculture, élevage et pêche en régression, semences dégénérées au profit de l'exploitation artisanale des minerais favorisant ainsi la dépravation des mœurs
9. Mettre fin à la guerre et réhabiliter l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire
10. Mauvaise gouvernance caractérisée par la multiplicité des taxes illégales appauvrissant d'avantage les paysans déjà forts meurtris par les guerres à répétition.

Il ressort de ce qui précède que le territoire de Shabunda est très enclavé. Il est relié au chef lieu de la province (Bukavu) uniquement par la voie aérienne. La population (environ 616.411 personnes) croupie dans une misère indescriptible. L'accès aux ressources financières et au service de base (santé, éducation, eau potable, transport, etc.) est difficile à la majorité de la population.

Les infrastructures de base (routes, écoles, hôpitaux etc.) sont dans un état de dégradation très avancé et nécessite donc des gros moyens financiers pour leur réhabilitation.

Ce peuple en souffrance demande au gouvernement de mettre fin à la guerre humiliante, de réhabiliter l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire et de désigner les gouvernants à tous les niveaux par la voie électorale.

Annexes :**LISTE DES PARTICIPANTS PAR CATEGORIE ET PAR SITE****A. Liste des participants dans le site 1 / LUGUNGU**

N°	NOM ET POST-NOMS	GENRE	ACTIVITES REPRESENTÉES
1	MAYAVANGA MATALA	M	MILITAIRE
2	KABE KIKUKAMA	M	POICIER
3	WAMUKIKA MUPENDA	F	ENSEIGNANTE
4	WASSO LUSAMAKI	M	CHEF DE CENTRE
5	MUTIMA MUGENI	M	PASTEUR
6	KAMINKIA KILAURO	M	INFIRMIER
7	BONGA SHABANI	M	TAILLEUR
8	KAMUNGU MUSIGWA	M	CULTIVATEUR
9	NYALOSA NGONGO	F	INFIRMIERE
10	ATOSHA KWENDA MBALI	F	CULTIVATRICE
11	ANNA KIKUNI	F	COMMERÇANTE
12	BITUBINGA BUSI	M	VEUF
13	KINGOMA TAKIBIKE	M	AGENT DE LA CROIX ROUGE
14	KACHELEWA MBELI	M	ENVIRONNEUR
15	KALUME LUKABYA	M	SECRETAIRE CHEF DE POST
16	KUBALI NDJOLOKO	M	DIRECTEUR
17	KUBENGANA KIYUNGA	M	COORDONOTEUR ONG / PASILU
18	BATUMIZA KIKA	F	ENSEIGNANTE
19	AMUNAZO MUBUTO	F	CULTIVATRICE
20	KYEZIE MUKULI	F	VEUVE

PROFIL DE L' ACTIVITE JOURNALIERE DE L'HOMME

Site 1 : Village Lugungu.

HOMME CULTIVATEUR	HOMME EMPLOYE
- De 06 h 00 – 7 h 00 se laver, aller au culte	- De 05 h 00 à 6 h 30' se laver, aller au culte
- De 07 h 00 – 7 h 30' Mise de quelque chose sous la dent	- De 06 h 30' à 07 h 00 Marche vers le lieu du travail
- De 07 h 30' à 09 h 00 Marche vers le champ	- De 07 à 07 h 30' Présence au lieu du travail
- De 09 h 00 à 14 h 30' Occupation champêtre et autres (chasse, pêche, etc.)	- De 07 h 30 à 14 h 30' Occupation du service sous l'employeur
- De 14 h 30' – 15 h 30' Retour à la maison	- De 14 h 30' à 15 h 00 Retour à la maison
- De 15 h 30' – 18 h 00 Visite au connaissance	- De 15 h 00 à 18 h 00 Visite au connaissance
- De 18 h 00 – 20 h 00 ou 21 h 00 Repas unique	- De 18 h 00 à 20 h 00 Repas unique
De 21 h 00 – 05 h 00 Repos au lit	De 21 h 00 – 05 h 00 Repos au lit

Site 2 : Village Matili

HOMME CULTIVATEUR	HOMME EMPLOYE
- De 06 h 00 – 7 h 00 se laver, aller au culte	- De 05 h 00 à 6 h 30' se laver, aller au culte
- De 07 h 00 – 7 h 30' Mise de quelque chose sous la dent	- De 06 h 30' à 07 h 00 Marche vers le lieu du travail
- De 07 h 30' à 09 h 00 Marche vers le champ	- De 07 à 07 h 30' Présence au lieu du travail
- De 09 h 00 à 14 h 30' Occupation champêtre et autres (chasse, pêche, etc.)	- De 07 h 30 à 14 h 30' Occupation du service sous l'employeur

- De 14 h 30' – 15 h 30' Retour à la maison	- De 14 h 30' à 15 h 00 Retour à la maison
- De 15 h 30' – 18 h 00 Visite au connaissance	- De 15 h 00 à 18 h 00 Visite au connaissance
- De 18 h 00 – 20 h 00 ou 21 h 00 Repas unique	- De 18 h 00 à 20 h 00 Repas unique
De 21 h 00 – 05 h 00 Repos au lit	De 21 h 00 – 05 h 00 Repos au lit

Site 3 : Quartier Kizikibi

HOMME CULTIVATEUR	HOMME EMPLOYE
- De 06 h 00 – 7 h 00 se laver, aller au culte	- De 05 h 00 à 6 h 30' se laver, aller au culte
- De 07 h 00 – 7 h 30' Mise de quelque chose sous la dent	- De 06 h 30' à 07 h 00 Marche vers le lieu du travail
- De 07 h 30' à 09 h 00 Marche vers le champ	- De 07 à 07 h 30' Présence au lieu du travail
- De 09 h 00 à 14 h 30' Occupation champêtre et autres (chasse, pêche, etc.)	- De 07 h 30 à 14 h 30' Occupation du service sous l'employeur
- De 14 h 30' – 15 h 30' Retour à la maison	- De 14 h 30' à 15 h 00 Retour à la maison
- De 15 h 30' – 18 h 00 Visite au connaissance	- De 15 h 00 à 18 h 00 Visite au connaissance
- De 18 h 00 – 20 h 00 ou 21 h 00 Repas unique	- De 18 h 00 à 20 h 00 Repas unique
De 21 h 00 – 05 h 00 Repos au lit	De 21 h 00 – 05 h 00 Repos au lit

Site 4 : Quartier Mankulu

HOMME CULTIVATEUR	HOMME EMPLOYE
- De 06 h 00 – 7 h 00 se laver, aller au culte	- De 05 h 00 à 6 h 30' se laver, aller au culte
- De 07 h 00 – 7 h 30' Mise de quelque chose sous la dent	- De 06 h 30' à 07 h 00 Marche vers le lieu du travail
- De 07 h 30' à 09 h 00 Marche vers le champ	- De 07 à 07 h 30' Présence au lieu du travail
- De 09 h 00 à 14 h 30' Occupation champêtre et autres (chasse, pêche, etc.)	- De 07 h 30 à 14 h 30' Occupation du service sous l'employeur
- De 14 h 30' – 15 h 30' Retour à la maison	- De 14 h 30' à 15 h 00 Retour à la maison
- De 15 h 30' – 18 h 00 Loisir local et trancher certains palabres	- De 15 h 00 à 15 h 30' repos
- De 18 h 00 – 20 h 00 Repas et programmation des travaux de la journée suivante	- De 15 h 30' à 17 h 30 Jardinage, divertissement (jeux de carte, sombi, aller au stade, visites aux connaissances)
De 20 h 00 – 21 h 00 Causerie et éducation familiale, accompagner de raconter quelques contes et corde de la sagesse lega	De 17 h 30 – 19 h 00 Repas unique
	De 19 h 00 à 21 h 00 Encadrement de la famille par l'éducation de base
De 21 h 00 à 5 h 00 Repos au lit	- De 21 h 00 à 5 h 00 repos au lit.

Site 5 : Shabunda centre

HOMME CULTIVATEUR	HOMME EMPLOYE
- De 06 h 00 – 7 h 00 se laver, aller au culte	- De 05 h 00 à 6 h 30' se laver, aller au culte
- De 07 h 00 – 7 h 30'	- De 06 h 30' à 07 h 00

Mise de quelque chose sous la dent	Marche vers le lieu du travail
- De 07 h 30' à 09 h 00 Marche vers le champ	- De 07 à 07 h 30' Présence au lieu du travail
- De 09 h 00 à 14 h 30' Occupation champêtre et autres (chasse, pêche, etc.)	- De 07 h 30 à 14 h 30' Occupation du service sous l'employeur
- De 14 h 30' – 15 h 30' Retour à la maison	- De 14 h 30' à 15 h 00 Retour à la maison
- De 15 h 30' – 18 h 00 Loisir local et trancher certains palabres	- De 15 h 00 à 15 h 30' repos
- De 18 h 00 – 20 h 00 Repas et programmation des travaux de la journée suivante	- De 15 h 30' à 17 h 30 Jardinage, divertissement (jeux de carte, sombi, aller au stade, visites aux connaissances)
De 20 h 00 – 21 h 00 Causerie et éducation familiale, accompagner de raconter quelques comtes et corde de la sagesse lega	De 17 h 30 – 19 h 00 Repas unique
	De 19 h 00 à 21 h 00 Encadrement de la famille par l'éducation de base
De 21 h 00 à 5 h 00 Repos au lit	- De 21 h 00 à 5 h 00 repos au lit.

PROFIL DE L'ACTIVITE JOURNALIERE POUR FEMMES DU SITE

Site 1 : Village Lugungu

Activités	Femmes paysannes	Vendeuses des denrées alimentaires	Femmes fonctionnaires
- Réveil	5 h 00 à 6 h 00 allé au culte	Aller au culte	Aller au culte
- Activités ménagères	Balayage, puiser de l'eau	- 7 h 00 pas d'activités ménagères	- 6 h 00 – 7 h 00 Balayage, puiser l'eau, préparatif pour

		- 10 h 30 à x temps recherche des produits vivriers	se rendre au service
- Travaux proprement dits	- 07 h 00 – 08 h 00 Marche vers les champs - 08 h 00 – 15 h 00 Divers travaux	- Pas de temps standard à 18 h 00 - Prise du repas insuffisant pour une grande famille.	- 7 h 30 – 13 h 00 (enseignement) - 7 h 30 - 15 h 30 (service étatique) - 7 h 30 – 16 h 00 ONG
- Retour à la maison	- 17 h 00 - 17 h 00 – 19 h 00 travaux ménagers		

Site 2 : Village MATILI

Activités	Femmes paysannes	Vendeuses des denrées alimentaires	Femmes fonctionnaires
- Réveil	5 h 00 à 6 h 00 allé au culte	Aller au culte	Aller au culte
- Activités ménagères	Balayage, puiser de l'eau	- 7 h 00 pas d'activités ménagères - 10 h 30 à x temps recherche des produits vivriers	- 6 h 00 – 7 h 00 Balayage, puiser l'eau, préparatif pour se rendre au service
- Travaux propementdits	- 07 h 00 – 08 h 00 Marche vers les champs - 08 h 00 – 15 h 00 Divers travaux	- Pas de temps standard à 18 h 00 - Prise du repas insuffisant pour une grande famille.	- 7 h 30 – 13 h 00 (enseignement) - 7 h 30 - 15 h 30 (service étatique) - 7 h 30 – 16 h 00 ONG
- Retour à la maison	- 17 h 00 - 17 h 00 – 19 h 00 travaux ménagers		

Site 3 : Quartier KIZIKIBI

Activités	Femmes paysannes	Vendeuses des denrées alimentaires	Femmes fonctionnaires
- Réveil	5 h 00 à 6 h 00 allé au culte	Aller au culte	Aller au culte
- Activités ménagères	Balayage, puiser de l'eau	- 7 h 00 pas d'activités ménagères - 10 h 30 à x temps recherche des produits vivriers	- 6 h 00 – 7 h 00 Balayage, puiser l'eau, préparatif pour se rendre au service
- Travaux propementdits	- 07 h 00 – 08 h 00 Marche vers les champs - 08 h 00 – 15 h 00 Divers travaux	- Pas de temps standard à 18 h 00 - Prise du repas insuffisant pour une grande famille.	- 7 h 30 – 13 h 00 (enseignement) - 7 h 30 - 15 h 30 (service étatique) - 7 h 30 – 16 h 00 ONG
- Retour à la maison	- 17 h 00 - 17 h 00 – 19 h 00 travaux ménagers		

Site 4 : Quartier Mankulu

Activités	Femmes paysannes	Vendeuses des denrées alimentaires	Femmes fonctionnaires
- Réveil	5 h 00 à 6 h 00 allé au culte	Aller au culte	Aller au culte
- Activités ménagères	Balayage, puiser de l'eau	- 7 h 00 pas d'activités ménagères - 10 h 30 à x temps recherche des produits vivriers	- 6 h 00 – 7 h 00 Balayage, puiser l'eau, préparatif pour se rendre au service

- Travaux propementdits	- 07 h 00 – 08 h 00 Marche vers les champs - 08 h 00 – 15 h 00 Divers travaux	- Pas de temps standard à 18 h 00 - Prise du repas insuffisant pour une grande famille.	- 7 h 30 – 13 h 00 (enseignement) - 7 h 30 - 15 h 30 (service étatique) - 7 h 30 – 16 h 00 ONG
- Retour à la maison	- 17 h 00 - 17 h 00 – 19 h 00 travaux ménagers		

Site 5 : Shabunda centre

Activités	Femmes paysannes	Vendeuses des denrées alimentaires	Femmes fonctionnaires
- Réveil	5 h 00 à 6 h 00 allé au culte	Aller au culte	Aller au culte
- Activités ménagères	Balayage, puiser de l'eau	- 7 h 00 pas d'activités ménagères - 10 h 30 à x temps recherche des produits vivriers	- 6 h 00 – 7 h 00 Balayage, puiser l'eau, préparatif pour se rendre au service
- Travaux propementdits	- 07 h 00 – 08 h 00 Marche vers les champs - 08 h 00 – 15 h 00 Divers travaux	- Pas de temps standard à 18 h 00 - Prise du repas insuffisant pour une grande famille.	- 7 h 30 – 13 h 00 (enseignement) - 7 h 30 - 15 h 30 (service étatique) - 7 h 30 – 16 h 00 ONG
- Retour à la maison	- 17 h 00 - 17 h 00 – 19 h 00 travaux ménagers		

CALENDRIER DES ACTIVITES JOURNALIERES DE LA FEMME SITE 1

VILLAGE LUGUNGU

Activités	Femmes paysannes	Vendeuses de denrées alimentaires	Femmes fonctionnaires
Réveil Activités Ménagères	5 h 30 à 7 h 00 Balayage, puiser de l'eau	6 h 00 - Pas d'activités ménager - 7 h 00 à x temps recherché des produits	5 h 30 à 7 h 00 Balayage, puiser de l'eau, préparatif pour se rendre au service
Travaux proprement dit	- De 7h00 à 9h00 vers le champ - De 8 h 00-15 h00 divers travaux	- Pas de temps standard à 17 h 00, prise du repas insuffisant pour une grande famille	- 7 h 00 à 13 h 00 (enseignement) - 7 h 30' à 15 h 30 (service étatique) - 7 h 30' à 17 h 00 (ONG)
Retour à la maison	- 16 h 00 - 17h 00 à 19 h 00 travaux ménagers - 19 h00 à 20h00 repas - 22 h00 à 5 h 30' sommeil	-	- Cfr les couches citées ci - hauts prise de repas à 18 h 00 - Pas de repas au vrai sens.

Commentaire : A part les travaux ménagers, les frais scolaires, l'habillement de toute la famille (papa y compris soins médicaux... sont à charge de la pauvre femme de SHABUNDA.

CALENDRIER DES ACTIVITES JOURNALIERES DE LA FEMME SITE 2

VILLAGE MATILI

Activités	Femmes paysannes	Vendeuses de denrées alimentaires	Femmes fonctionnaires
Réveil Activités	5 h 30 à 7 h 00 Balayage, puiser de	6 h 00 - Pas d'activités ménager	5 h 30 à 7 h 00 Balayage, puiser de

Ménagères	l'eau	- 7 h 00 à x temps recherché des produits	l'eau, préparatif pour se rendre au service
Travaux proprement dit	- De 7h00 à 9h00 vers le champ - De 8 h 00-15 h00 divers travaux	- Pas de temps standard à 17 h 00, prise du repas insuffisant pour une grande famille	- 7 h 00 à 13 h 00 (enseignement) - 7 h 30' à 15 h 30 (service étatique) - 7 h 30' à 17 h 00 (ONG)
Retour à la maison	- 16 h 00 - 17h 00 à 19 h 00 travaux ménagers - 19 h00 à 20h00 repas - 22 h00 à 5 h 30' sommeil	-	- Cfr les couches citées ci - hauts prise de repas à 18 h 00 - Pas de repas au vrai sens.

Commentaire : A part les travaux ménagers, les frais scolaires, l'habillement de toute la famille (papa y compris soins médicaux... sont à charge de la pauvre femme de SHABUNDA.

CALENDRIER DES ACTIVITES JOURNALIERES DE LA FEMME SITE 3

VILLAGE KIZIKIBI

Activités	Femmes paysannes	Vendeuses de denrées alimentaires	Femmes fonctionnaires
Réveil Activités Ménagères	5 h 30 à 7 h 00 Balayage, puiser de l'eau	6 h 00 - Pas d'activités ménager - 7 h 00 à x temps recherché des produits	5 h 30 à 7 h 00 Balayage, puiser de l'eau, préparatif pour se rendre au service
Travaux proprement dit	- De 7h00 à 9h00 vers le champ - De 8 h 00-15 h00 divers travaux	- Pas de temps standard à 17 h 00, prise du repas insuffisant pour une grande famille	- 7 h 00 à 13 h 00 (enseignement) - 7 h 30' à 15 h 30 (service étatique) - 7 h 30' à 17 h 00 (ONG)
Retour à la	- 16 h 00		- Cfr les couches

maison	- 17h 00 à 19 h 00 travaux ménagers - 19 h00 à 20h00 repas - 22 h00 à 5 h 30' sommeil	-	citées ci - hauts prise de repas à 18 h 00 - Pas de repas au vrai sens.
--------	--	---	---

Commentaire : A part les travaux ménagers, les frais scolaires, l'habillement de toute la famille (papa y compris soins médicaux... sont à charge de la pauvre femme de SHABUNDA

CALENDRIER DES ACTIVITES JOURNALIERES DE LA FEMME SITE 4

VILLAGE MANKULU

Activités	Femmes paysannes	Vendeuses de denrées alimentaires	Femmes fonctionnaires
Réveil Activités Ménagères	5 h 30 à 7 h 00 Balayage, puiser de l'eau	6 h 00 - Pas d'activités ménager - 7 h 00 à x temps recherché des produits	5 h 30 à 7 h 00 Balayage, puiser de l'eau, préparatif pour se rendre au service
Travaux proprement dit	- De 7h00 à 9h00 vers le champ - De 8 h 00-15 h00 divers travaux	- Pas de temps standard à 17 h 00, prise du repas insuffisant pour une grande famille	- 7 h 00 à 13 h 00 (enseignement) - 7 h 30' à 15 h 30 (service étatique) - 7 h 30' à 17 h 00 (ONG)
Retour à la maison	- 16 h 00 - 17h 00 à 19 h 00 travaux ménagers - 19 h00 à 20h00 repas - 22 h00 à 5 h 30' sommeil	-	- Cfr les couches citées ci - hauts prise de repas à 18 h 00 - Pas de repas au vrai sens.

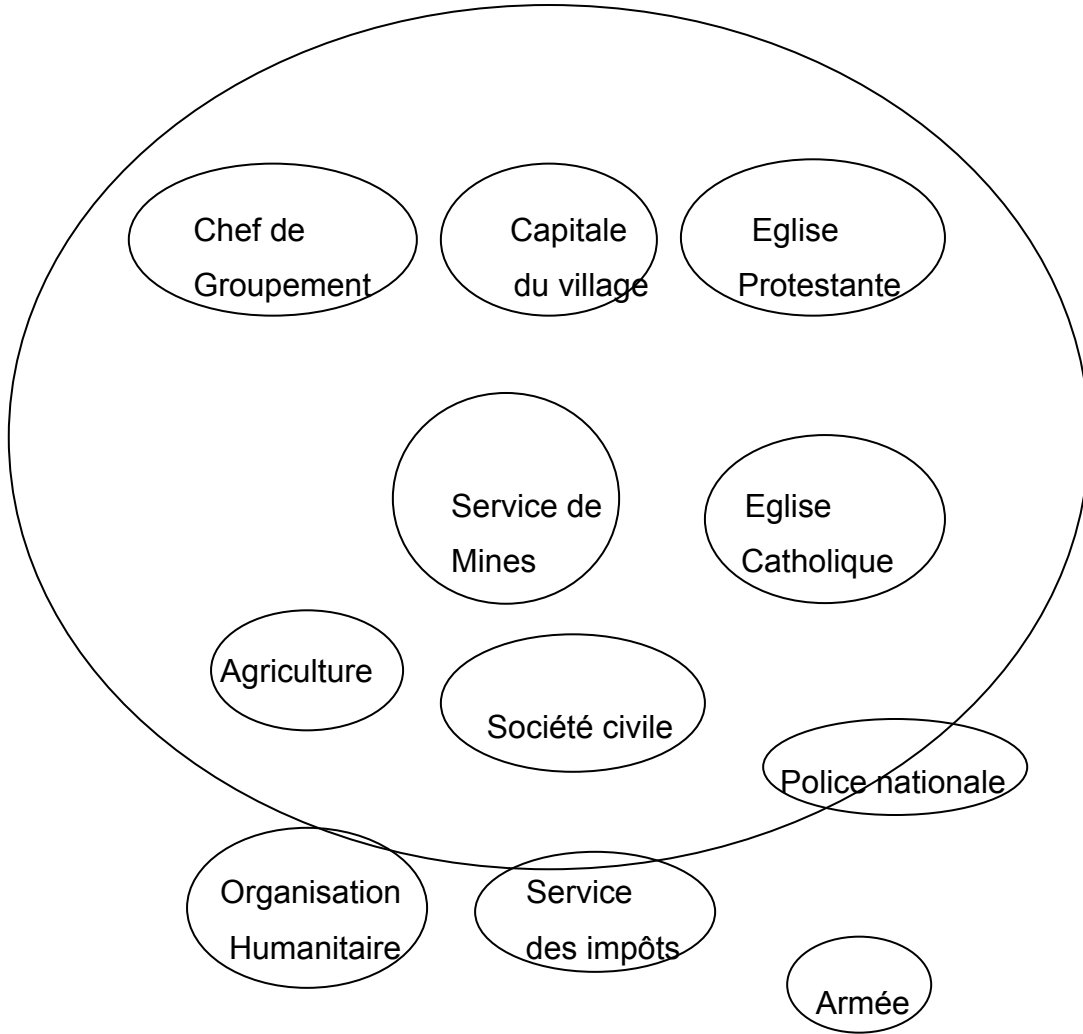
Commentaire : A part les travaux ménagers, les frais scolaires, l'habillement de toute la famille (papa y compris soins médicaux... sont à charge de la pauvre femme de SHABUNDA

**CALENDRIER DES ACTIVITES JOURNALIERES DE LA FEMME SITE 5
SHABUNDA CENTRE**

Activités	Femmes paysannes	Vendeuses de denrées alimentaires	Femmes fonctionnaires
Réveil Activités Ménagères	5 h 30 à 7 h 00 Balayage, puiser de l'eau	6 h 00 - Pas d'activités ménager - 7 h 00 à x temps recherché des produits	5 h 30 à 7 h 00 Balayage, puiser de l'eau, préparatif pour se rendre au service
Travaux proprement dit	- De 7h00 à 9h00 vers le champ - De 8 h 00-15 h00 divers travaux	- Pas de temps standard à 17 h 00, prise du repas insuffisant pour une grande famille	- 7 h 00 à 13 h 00 (enseignement) - 7 h 30' à 15 h 30 (service étatique) - 7 h 30' à 17 h 00 (ONG)
Retour à la maison	- 16 h 00 - 17h 00 à 19 h 00 travaux ménagers - 19 h00 à 20h00 repas - 22 h00 à 5 h 30' sommeil	-	- Cfr les couches citées ci - hauts prise de repas à 18 h 00 - Pas de repas au vrai sens.

Commentaire : A part les travaux ménagers, les frais scolaires, l'habillement de toute la famille (papa y compris soins médicaux... sont à charge de la pauvre femme de SHABUNDA

DIAGRAMME DE VENN DU SITE MATILI



Le calendrier saisonnier pour Femmes du site 1**VILLAGE LUGUNGU**

ACTIVITES	TEMPS	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Semis	4 à 5 h 8 à 3 h												
Sarclage	4 à 5 h 8 à 3 h												
Récolte	1 à 2 h 13 à 14 h												
PLANTE OU FRUITS													
RIZ		R	R						S	S	S		R
MAÏS		R	S	S		R	R		S	S	S	R	R
MANIOC		Semis et récolte pendant toute L'année											
ARACHIDE			S	S		R	R		S	S		R	R
PATATES DOUCES		R	S	S		R	R		S	S	S	R	R
TOMATES		R	S	S		R	R		S	S	S		
PALMIERS		Semis pendant toute la saison pluvieuse et récolte											
ANANAS		Semis et récolte pendant toute L'année											
SAISON CLIMATIQUE		P	S	S	P	P	S	S	S	P	P	P	P
BANANIERS			S	S	Semis et récolte pendant toute L'année								

Légende :

1) S : Semis

2) R : Récolte

3) Saison climatique : P : la pluie S : Sèche

- Les périodes difficiles : pendant les semis

- Les périodes faciles : pendant les récoltes

Le calendrier saisonnier pour Femmes du site 2

VILLAGE MATILI

ACTIVITES	TEMPS	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Semis	4 à 5 h 8 à 3 h												
Sarclage	4 à 5 h 8 à 3 h												
Récolte	1 à 2 h 13 à 14 h												
PLANTE OU FRUITS													
RIZ		R	R						S	S	S		R
MAÏS		R	S	S		R	R		S	S	S	R	R
MANIOC		Semis et récolte pendant toute L'année											
ARACHIDE			S	S		R	R		S	S		R	R
PATATES DOUCES		R	S	S		R	R		S	S	S	R	R
TOMATES		R	S	S		R	R		S	S	S		
PALMIERS		Semis pendant toute la saison pluvieuse et récolte											
ANANAS		Semis et récolte pendant toute L'année											
SAISON CLIMATIQUE		P	S	S	P	P	S	S	S	P	P	P	P
BANANIERS			S	S	Semis et récolte pendant toute L'année								

Légende :

1) S : Semis

2) R : Récolte

3) Saison climatique : P : la pluie S : Sèche

- Les périodes difficiles : pendant les semis

- Les périodes faciles : pendant les récoltes

Le calendrier saisonnier pour Femmes du site 3**VILLAGE KIZIKIBI**

ACTIVITES	TEMPS	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Semis	4 à 5 h 8 à 3 h												
Sarclage	4 à 5 h 8 à 3 h												
Récolte	1 à 2 h 13 à 14 h												
PLANTE OU FRUITS													
RIZ		R	R						S	S	S		R
MAÏS		R	S	S		R	R		S	S	S	R	R
MANIOC		Semis et récolte pendant toute L'année											
ARACHIDE			S	S		R	R		S	S		R	R
PATATES DOUCES		R	S	S		R	R		S	S	S	R	R
TOMATES		R	S	S		R	R		S	S	S		
PALMIERS		Semis pendant toute la saison pluvieuse et récolte											
ANANAS		Semis et récolte pendant toute L'année											
SAISON CLIMATIQUE		P	S	S	P	P	S	S	S	P	P	P	P
BANANIERS			S	S	Semis et récolte pendant toute L'année								

Légende :

1) S : Semis

2) R : Récolte

3) Saison climatique : P : la pluie S : Sèche

- Les périodes difficiles : pendant les semis

- Les périodes faciles : pendant les récoltes

Le calendrier saisonnier pour Femmes du site 4**VILLAGE MANKULU**

ACTIVITES	TEMPS	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Semis	4 à 5 h 8 à 3 h												
Sarclage	4 à 5 h 8 à 3 h												
Récolte	1 à 2 h 13 à 14 h												
PLANTE OU FRUITS													
RIZ		R	R						S	S	S		R
MAÏS		R	S	S		R	R		S	S	S	R	R
MANIOC		Semis et récolte pendant toute L'année											
ARACHIDE			S	S		R	R		S	S		R	R
PATATES DOUCES		R	S	S		R	R		S	S	S	R	R
TOMATES		R	S	S		R	R		S	S	S		
PALMIERS		Semis pendant toute la saison pluvieuse et récolte											
ANANAS		Semis et récolte pendant toute L'année											
SAISON CLIMATIQUE		P	S	S	P	P	S	S	S	P	P	P	P
BANANIERS			S	S	Semis et récolte pendant toute L'année								

Légende :

1) S : Semis

2) R : Récolte

3) Saison climatique : P : la pluie S : Sèche

- Les périodes difficiles : pendant les semis

- Les périodes faciles : pendant les récoltes

Le calendrier saisonnier pour Femmes du site 5**SHABUNDA CENTRE**

ACTIVITES	TEMPS	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Semis	4 à 5 h 8 à 3 h												
Sarclage	4 à 5 h 8 à 3 h												
Récolte	1 à 2 h 13 à 14 h												
PLANTE OU FRUITS													
RIZ		R	R						S	S	S		R
MAÏS		R	S	S		R	R		S	S	S	R	R
MANIOC		Semis et récolte pendant toute L'année											
ARACHIDE			S	S		R	R		S	S		R	R
PATATES DOUCES		R	S	S		R	R		S	S	S	R	R
TOMATES		R	S	S		R	R		S	S	S		
PALMIERS		Semis pendant toute la saison pluvieuse et récolte											
ANANAS		Semis et récolte pendant toute L'année											
SAISON CLIMATIQUE		P	S	S	P	P	S	S	S	P	P	P	P
BANANIERS			S	S	Semis et récolte pendant toute L'année								

Légende :

1) S : Semis

2) R : Récolte

3) Saison climatique : P : la pluie S : Sèche

- Les périodes difficiles : pendant les semis

- Les périodes faciles : pendant les récoltes

Le calendrier saisonnier par hommes du site 5**SHABUNDA CENTRE**

ACTIVITES	TEMPS	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
DEFRISHEMENT	4 à 5 h		X			X	X						
	8 à 3 h												
ABATTAGE DES ARBRES	4 à 5 h					X	X	X					
	8 à 3 h												
INCINERATION	1 à 2 h								X	X			
	13 à 14 h												
NETTOYAGE	3 à 4 h								X	X			
	8 à 11 h												

ARRANGEMENT PAR PREFERENCE

		G1	G2	G3	G4	TOTAL
1.	Taux de scolarisation en brousse mauvaise qualité de l'enseignement, infrastructure délabrées	5	3	4	2	14
2.	Soins inefficaces, infrastructures délabrées, manque d'équipement	6	5	5	5	21
3.	Infrastructures routières délabrées	7	7	7	4	25
4.	Maisons d'habitation et celles de l'Etat en délabrements très avancés	1	4	1	3	9
5.	Energie électrique n'existe pas	2	6	6	7	21
6.	Eau potable n'existe pas environnement malsain	3	2	1	6	12
7.	Paix et sécurité pas assurées	8	8	8	8	32
8.	Production agricole et élevage très faible	4	2	3	1	10

MATRICE D'ANALYSE GENRE**VILLAGE LUGUNGU**

	TRAVAUX	TEMPS	ACCES AUX RESSOURCES	CONTROLE DE RESSOURCES	CULTURE
Femmes	- Travaux des champs - Préparer la cuisine - Soins des enfants - La pêche	De 8 h à 14 h matin et le soir 7h à 16 h 10 h	¼ de revenu	¼	- maïs - paddy - haricot - manioc - arachide
Hommes	- Construire la maison - Cultiver les champs - La chasse - La pêche	Matin et soir matin 6 h à 20 h	¾ de revenu	¾	- maïs - paddy - haricot - manioc - arachide
Garçons	- La pêche - La chasse - Travail du champ	Matin et soir 8 h 00 sur 8 h 00	-	-	-
Filles	- La pêche - Lessive - piler - Ménager - sarclage	14 h 00 8 h 00 16 h 30' 18 h 00	-	-	-

VILLAGE MATILI

	TRAVAUX	TEMPS	ACCES AUX RESSOURCES	CONTROLE DE RESSOURCES	CULTURE
Femmes	- Travaux des champs	De 8 h à 14 h matin et le			- maïs - paddy

	- Préparer la cuisine - Soins des enfants - La pêche	soir 7h à 16 h 10 h	$\frac{1}{4}$ de revenu	$\frac{1}{4}$	- haricot - manioc - arachide
Hommes	- Construire la maison - Cultiver les champs - La chasse - La pêche	Matin et soir matin 6 h à 20 h	$\frac{3}{4}$ de revenu	$\frac{3}{4}$	- maïs - paddy - haricot - manioc - arachide
Garçons	- La pêche - La chasse - Travail du champ	Matin et soir 8 h 00 sur 8 h 00	-	-	-
Filles	- La pêche - Lessive - piler - Ménager - sarclage	14 h 00 8 h 00 16 h 30' 18 h 00	-	-	-

VILLAGE KIZIKIBI

	TRAVAUX	TEMPS	ACCES AUX RESSOURCES	CONTROLE DE RESSOURCES	CULTURE
Femmes	- Travaux des champs - Préparer la cuisine - Soins des enfants - La pêche	De 8 h à 14 h matin et le soir 7h à 16 h 10 h	$\frac{1}{4}$ de revenu	$\frac{1}{4}$	- maïs - paddy - haricot - manioc - arachide
Hommes	- Construire la maison - Cultiver les champs	Matin et soir matin 6 h à 20 h	$\frac{3}{4}$ de revenu	$\frac{3}{4}$	- maïs - paddy - haricot - manioc

	- La chasse - La pêche				- arachide
Garçons	- La pêche - La chasse - Travail du champ	Matin et soir 8 h 00 sur 8 h 00	-	-	-
Filles	- La pêche - Lessive - piler - Ménager - sarclage	14 h 00 8 h 00 16 h 30' 18 h 00	-	-	-

VILLAGE MANKULU

	TRAVAUX	TEMPS	ACCES AUX RESSOURCES	CONTROLE DE RESSOURCES	CULTURE
Femmes	- Travaux des champs - Préparer la cuisine - Soins des enfants - La pêche	De 8 h à 14 h matin et le soir 7h à 16 h 10 h	$\frac{1}{4}$ de revenu	$\frac{1}{4}$	- maïs - paddy - haricot - manioc - arachide
Hommes	- Construire la maison - Cultiver les champs - La chasse - La pêche	Matin et soir matin 6 h à 20 h	$\frac{3}{4}$ de revenu	$\frac{3}{4}$	- maïs - paddy - haricot - manioc - arachide
Garçons	- La pêche - La chasse - Travail du champ	Matin et soir 8 h 00 sur 8 h 00	-	-	-
Filles	- La pêche - Lessive - piler	14 h 00 8 h 00 16 h 30'	-	-	-

	- Ménager - sarclage	18 h 00			
--	-------------------------	---------	--	--	--

SHABUNDA CENTRE

	TRAVAUX	TEMPS	ACCES AUX RESSOURCES	CONTROLE DE RESSOURCES	CULTURE
Femmes	- Travaux des champs - Préparer la cuisine - Soins des enfants - La pêche	De 8 h à 14 h matin et le soir 7h à 16 h 10 h	¼ de revenu	¼	- maïs - paddy - haricot - manioc - arachide
Hommes	- Construire la maison - Cultiver les champs - La chasse - La pêche	Matin et soir matin 6 h à 20 h	¾ de revenu	¾	- maïs - paddy - haricot - manioc - arachide
Garçons	- La pêche - La chasse - Travail du champ	Matin et soir 8 h 00 sur 8 h 00	-	-	-
Filles	- La pêche - Lessive - piler - Ménager - sarclage	14 h 00 8 h 00 16 h 30' 18 h 00	-	-	-